

BRUNO LE MAIRE

L'AN I

MANIFESTE POUR

UNE
AUTRE
FRANCE

uneautre france.fr

À la mémoire de mon ami François Patriat

C'est sur la contingence qu'il faut construire l'action.

Charles De Gaulle
Le fil de l'épée

Le mérite aura du prix; le mal recevant punition, le bien ne sera pas sans récompense; les lettres et les arts fleuriront; les finances, vrai nerf de l'État, seront ménagées avec épargne; les dépenses retranchées; les pensions réduites.

Richelieu
Discours de 1615

La peur n'est pas une vision du monde.

Général Kurt von Hammerstein

Avertissement

Ce texte est le texte d'un homme libre.

Il expose sans filtre mes convictions les plus profondes, nourries par vingt-cinq années de vie politique et deux ans de retrait de toute activité publique. Il est né dans le silence et la lenteur de la réflexion.

Mon objectif est simple : lancer le débat sur la France que nous voulons. Pour le moment, ce débat de fond est le grand absent des jours qui passent. L'actualité fait la loi : un feu, une proposition, une inondation, une autre, 65 000 immigrés à Ceuta, vingt tribunes dans la presse. De la France profonde, de sa permanence, de ses souffrances réelles et de ses atouts immenses, de sa place si singulière dans le monde, personne ne parle. Du risque que demain le projet européen explose en vol, parce que son centre, la France, aura laissé filer sa dépense publique et se trouvera confrontée à une crise financière, pas un mot.

Continuons dans cette direction, 2027 sera une élection ratée.

Dans la constellation de mouvements produite par la disparition des grands partis de gouvernement, les escarmouches entre les candidats, les ballons d'essai, les feintes, les cartes postales, les piques et les touches tiennent lieu de pensée politique. De vision nette, neuve et assumée, rien. La bataille fait rage pour rassembler autour de soi le plus grand nombre de députés, de maires, de ministres ou de Leurs : on cherche les grands électeurs, à défaut du peuple, qui se précipite dans les bras du RN ou de LFI. Sous le masque des réformes, le conservatisme domine. Mais quel électeur se laissera encore convaincre par ces gazouillis de merles, qui montent à chaque élection présidentielle ? Quel électeur à neuf mois des échéances ne serait pas surpris par ce décalage entre les grandes manœuvres des partis et le minuscule filet d'eau des idées ?

La faiblesse de pensée nous conduira droit à la défaite.

Ni le RN, ni LFI ne peuvent gagner en 2027 face à des partis de gouvernement responsables, unis et qui auront accompli leur révolution mentale. En revanche, si la prudence et la division dominant, ces partis perdront et leur laisseront les clés de la nation. La gangue idéologique dans laquelle nous sommes enfermés

depuis 40 ans est en échec. Nous devons briser cette gangue. Comme en 1958, nous devons rompre avec le renoncement et la facilité.

Nous gagnerons avec une vision incarnée dans un leader et son équipe, qui proposeront une nouvelle organisation de la nation, un nouveau contrat entre les dirigeants et le peuple, un nouveau modèle économique, une nouvelle Europe. Nous gagnerons en inventant un nouveau modèle politique, qui sera une nouvelle Cinquième République.

Nous gagnerons en retrouvant notre France.

La véritable urgence est donc de poser un diagnostic lucide sur notre situation nationale et de dire comment nous imaginons notre France demain. Ensuite seulement viendra le temps du rassemblement autour du chef, qui aura pris un ascendant non par la masse de ses troupes partisans ou l'habileté de ses calculs, mais par la clarté et par la force de sa vision. Ne nous enfermons pas, ouvrons le jeu. Que chacun abatte ses cartes.

Est-ce vain ?

Un argument écrase tous les autres. Il monte de la foule de nos compatriotes lassés des promesses non tenues : « Après tout, on ne les a pas encore essayés ». Certes, mais après ? La virginité au pouvoir ne vous donne pas quitus pour gouverner. Dans un monde brutal où la force prime sur le droit, où notre indépendance sera fonction de notre capacité à rattraper notre retard technologique, choisir des dirigeants sans aucune expérience est la garantie certaine de perdre du temps ; ils tomberont dans tous les pièges ; ils détruiront ce qui fonctionne, ils nous livreront à nos adversaires les plus décidés, les Musk, les Trump, les Poutine, dont ils ont successivement chanté les louanges et qui les soutiennent en retour.

Sous couvert de renaissance, le RN prépare la capitulation générale. Son nationalisme de carton-pâte et son projet économique résolument socialiste sapent la crédibilité de la France. Ils conviennent donc parfaitement aux nouveaux maîtres du nouveau monde. Car la sphère MAGA ne veut pas d'une Europe indépendante, elle veut des nations dociles comme des chiens. Elle mettra toute son énergie à faire en sorte que le début de puissance européenne, qui menace ses intérêts politiques, industriels et financiers, explose en vol. Elle vise le cœur : la France. Le RN est son allié objectif.

Le projet de LFI est plus clair : la destruction immédiate de la nation. Confiscation des biens, suppression du droit de propriété, réécriture de notre Histoire, intimidation des minorités sexuelles et acharnement contre la communauté juive, exaltation des communautés : tout est bon pour jeter la France aux orties. La nouvelle France de LFI se prétend ouverte et généreuse : elle est sectaire et viciée par la haine.

Ni le RN, ni LFI ne peuvent incarner un espoir pour la France. Raison pour laquelle jamais, en aucune circonstance, je n'ai donné et je ne donnerai ma voix à l'un de ces partis.

On me rétorquera : « Cela ne peut pas être pire ». Si. Nous sommes sur une pente glissante ; nous pouvons encore retrouver les cimes ; mais nous pouvons aussi dévisser.

J'ai commencé à écrire ce texte entre le 19 et le 26 juillet dans un lieu qui me tient à cœur, la vallée de Chamonix ; je l'ai achevé en août au Pays basque. Trois livres m'ont accompagné dans son écriture, que je relis depuis plus de trente ans : « Les Mémoires » de Saint Simon, « Le fil de l'épée » du général De Gaulle et « Maîtres anciens » de Thomas Bernhard. Le premier jette une lumière crue sur les mécanismes de la société de cour, qui ne se détraquent jamais autant qu'à l'agonie d'une époque - nous la vivons. Le deuxième dit le caractère de la France. Le troisième plonge dans un bain d'acide les grands noms de la culture européenne, moins pour les détruire que pour les régénérer. Avec ces trois textes, je comprends la cour et ses réflexes animaux, dictés par l'envie, la jalousie, la haine et la peur, je retrouve la foi dans la France, j'entends l'esprit libre européen, qui fera notre puissance dans un siècle autoritaire.

Tout est possible pour la France et pour l'Europe dans ce 21ème siècle déjà bien entamé. Notre boussole ne peut pas être la seule technique. Nous devons renouer avec la spiritualité des livres et des lieux. Ils nous aident à comprendre. Ils nous réconcilient avec ce que nous sommes et nous soufflent ce que nous pouvons être. Ils ouvrent la seule voie exaltante dans l'ascension de l'existence : la voie difficile, qui est la voie de l'espoir.

|

Notre France

L'ombre de la révolution

J'ai toujours voulu le meilleur pour la France; pourtant nous sommes au bord du pire. L'ombre d'une nouvelle révolution pèse sur nos têtes. Comment en sommes-nous arrivés là ?

De bonne foi, je n'ai jamais cherché d'autre solution, à aucun moment de mes fonctions politiques, que la plus appropriée pour la France. Comme ministre de l'Économie, je ne crois pas avoir porté d'autre projet que ce qui pouvait créer de l'emploi, accroître la prospérité de nos entreprises, protéger les salariés et les PME contre les ravages du COVID ou de l'inflation. Comme ministre de l'Agriculture, je me suis battu sans relâche pour la politique agricole commune (PAC) et pour la réorganisation des producteurs. Comme conseiller, je me suis toujours couché tard et levé tôt en ne pensant qu'à l'intérêt général. Directeur de cabinet à Matignon, Jacques Chirac m'appelait tous les matins à 7h30 sur le téléphone interministériel : « Le Maire ? C'est Chirac ». La ponctualité était sa règle de vie. Alors une journée commençait, au service de l'intérêt général, donc de la France. Ce que je dis, beaucoup de responsables politiques retirés ou encore en fonction pourraient le dire. Comme ils pourraient mettre en avant les résultats concrets qu'ils ont obtenus.

Mais que pèsent ces résultats, les emplois créés, les entreprises sauvées, les nouvelles filières industrielles, la taxation des géants du numérique, face à l'écrasante réalité du déclassement français ?

Sur les deux fléaux de la balance je place d'un côté mes résultats comme ministre de l'Économie, de l'autre les chiffres bruts; d'un côté, le début de réindustrialisation, les nouvelles filières technologiques comme les batteries électriques, le Plan d'Épargne Retraite, la simplification de la loi PACTE, la dette en commun européenne et les mesures d'urgence qui ont sauvé notre économie pendant le COVID, la taxation des géants du numérique, l'attractivité retrouvée de la France, un chiffre moyen de croissance parmi les plus élevés de la zone euro entre 2017 et 2024, des emplois nouveaux qui nous ont fait frôler la barre des 7 % de taux de chômage; de l'autre, un appauvrissement continu de la France par rapport aux Etats-Unis depuis trente ans.

La réalité est cruelle : depuis quatre décennies, nous nous appauvrissons. Nous n'avons jamais atteint le plein emploi, qui est la règle dans la plupart des pays développés. Notre société est retombée dans les querelles et les divisions qui dans son Histoire ont toujours fait son malheur. Nous ne savons plus qui nous sommes ; nous ne savons plus où aller ; peuple perdu. Face au désarroi de la France de 2026, le déluge de propositions techniques sonne aussi creux que des grains de riz dans une timbale en fer blanc.

Qu'est-ce qui nous a fait défaut ?

La vision de la totalité.

La plus cruelle illusion de tous les gouvernants depuis quarante ans aura été de croire, ou de laisser croire, que des changements circonstanciels pouvaient colmater les brèches ouvertes par des choix structurels aberrants, mais jamais remis en cause. Je suis reconnaissant au président de la République de ce que nous avons pu réaliser ensemble. Notre bilan économique doit être défendu. Il le mérite. Mais pour le moment nous avons échoué à faire basculer la France du côté des puissances qui gagnent au 21ème siècle, car nous avons abandonné la grande focale. La grande focale montre une chose simple : il ne faut pas des réformes, il faut une nouvelle ambition collective.

A la sortie de la longue période de prospérité ouverte par le Général De Gaulle et par Georges Pompidou, ont suivi le choc pétrolier de 1973, qui a torpillé la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, puis l'élection de François Mitterrand, dont l'allure provinciale et princière ne s'abaissait pas à traiter les contingences matérielles. Il aura été le dernier monarque républicain de plein exercice ; tout son art aura été de représentation, jamais d'exécution ; il aura fasciné une partie du peuple et détruit des pans entiers de la nation, par orgueil, par indifférence aux choses matérielles, par méconnaissance des lois économiques, ou conviction que sa propre loi leur était supérieure. Trois siècles après Louis XIV, il aura apporté la preuve ultime que la monarchie, républicaine ou de droit divin, est le pire des régimes pour la France. Le poison de la vanité transforme les esprits libres en valets.

« Changer la vie », avait promis François Mitterrand ; l'intendance suivrait. L'intendance n'a pas suivi, et au moment où le monde occidental libéralisait, nous nationalisions à tour de bras, au moment où la Chine décuplait sa capacité de travail, nous réduisions la nôtre, au moment où les Etats-Unis ouvraient une nou-

velle révolution technologique, nous délocalisons nos entreprises et nos technologies. Nous avons pratiqué avec un orgueil princier l'art du contre-temps. Si satisfaits de notre modèle, nous avons cru que nous pouvions inspirer le reste du monde. Le reste du monde a suivi sa propre route, indifférent à la prétention universelle de la France.

« Changer la vie » a tout simplement brisé la France.

Nous payons aujourd'hui les choix faits sur les retraites en 1981. Nous les payons au prix fort. Les 1000 milliards de dette, qui sont désormais 1300, et qui seront demain beaucoup plus encore, sont le produit de cet aveuglement. Nous préférons nous rassurer en accusant un homme, moi, qui a eu le malheur de ne pas comprendre suffisamment tôt que dans un pays où la dépense publique est une religion, et le Président son grand prêtre, celui qui prêche des économies est un hérétique. Ces économies, je les avais exigées depuis 2021, je les avais engagées avec peine quand un accident de recettes en 2023, 40 milliards en moins dans les caisses, nous obligea à revoir notre copie et à la durcir encore. Je soumis un plan complet de redressement des finances publiques à mes autorités, dont un projet de loi de finances rectificative devait être la première pierre. La pente était trop rude. Le président de la République savait que je ne céderai pas sur le calendrier du retour sous les 3 % de déficit en 2027. Il retoqua le projet de loi de finances rectificative. Par crainte de la censure de ce plan, par calcul ou pour toute autre raison que je ne connais pas, il saborda ensuite l'Assemblée nationale et avec elle le redressement des comptes.

Je gênais, on m'écarta.

Une majorité bancale sortit des urnes ; de plan de redressement, il ne fut plus jamais question ; l'objectif de retour sous les 3 % de déficit en 2027 fut repoussé à 2029, puis aux calendes grecques. Les Premiers ministres qui s'aventurèrent à évoquer la gravité de la situation financière, Michel Barnier puis François Bayrou, furent censurés. Décidément personne ne voulait voir la réalité en face. On continua donc à l'esquiver ; on se mit d'accord pour augmenter les impôts et suspendre la réforme des retraites ; le soulagement fut général. On avait échappé au désordre politique, au prix du désordre financier.

Mais la réalité se vengera un jour. Demain les marchés nous priveront de notre capacité de décision et nous laisseront dans la main de nos créanciers. Alors la France ne sera plus libre ; nos décisions seront dictées par la BCE, qui nous

imposera un régime au pain sec : baisse des pensions, baisse du traitement des fonctionnaires, réforme sans concession des retraites. A moins que l'Allemagne ne décide de mettre fin à cette mascarade, de reprendre ses billes et de torpiller la zone euro, pour mieux dominer l'Europe tout entière. Nous payons les 35 heures. Nous payons l'abandon de la mise en place de la capitalisation, en 1997. Nous payons le développement sans fin de nouvelles prestations sociales, quand plus rien, ni la démographie en berne, ni les capacités industrielles réduites, ni la productivité déclinante, ne nous permettent de les financer. Nous payons notre dépendance encore immense aux énergies fossiles, qui nous coûte plus de 60 milliards par an, quand l'électrification des usages, portée par le développement accéléré du nucléaire et la relance des infrastructures hydrauliques nous auraient permis de diviser la facture de moitié.

Pour rester solvables, nous avons tiré sur la corde habituelle : la dépense publique. Et nous nous sommes abandonnés à la grande passion française, que j'ai combattu avec acharnement pendant sept ans : les impôts.

La vision de la totalité a fait défaut ; ce défaut a ruiné nos efforts. Nous avons rempli le tonneau des danaïdes. Nous avons mis beaucoup d'une énergie louable dans un modèle économique dont les fondamentaux sont voués à l'échec : travailler moins mais gagner plus, importer notre énergie, protéger tout le monde, à tous les niveaux, par tous les moyens, esquiver le risque, multiplier les précautions, engorger les canaux de décision par une paperasserie foisonnante dont nous croyons, à tort, que la digitalisation nous délivrera, contrôler sans cesse, sanctionner à tour de bras, décourager. Notre modèle économique est un modèle administratif. Pour cette raison, il échoue.

Rien n'est plus difficile à voir que les évidences. La ténacité au pouvoir, qui est une condition de son exercice, ajoute encore à l'aveuglement et fait rapidement perdre toute lucidité. Beaucoup de ministres croient bien faire, qui ne comprennent pas que leur travail est vain, car il alimente la roue d'un mécanisme défectueux. Ils tournent comme des écureuils dans leur cage, jonglant entre des contraintes horaires infernales, sautant d'un avion à un autre, consultant des dossiers épais sous leur liseuse, avalant les fiches à tour de bras, multipliant les appels ; anxieux, tendus, convaincus de leur importance, persuadés de la sensibilité de leur babillage, ils griffent avec frénésie la roue en plastique de la mission qui leur a été confiée, ils la remplissent avec joie, quoique rêvant en secret d'une roue nouvelle, de plus grand diamètre, à plus forte visibilité, dans la même cage

dont ils ne voient toujours pas les barreaux. Ils donnent des coups de dents dans les portes de la prison ; ils n'en font pas tomber les murs, ils les maçonneront.

En fait, ils tiennent à bout de bras un État dont le fonctionnement est inefficace, parce que mal pensé, mal orienté, mal dirigé. Si le modèle économique échoue, le modèle étatique, lui, s'effondre ; plus d'État, plus de nation. Que reste-t-il aux plus faibles quand les remparts de la puissance publique ne les protègent plus ? Ce ne sont que des indices de cet effondrement, comme le canari dans la mine , mais ils devraient placer en alerte maximale tous les politiques avisés : parce que les politiques d'adaptation au réchauffement climatique ont été incapables de débroussailler à temps les forêts du Sud-Ouest, des riverains du Cap Ferret à l'été 2026 ont réalisé des coupe-feu pour protéger leur maison, contre l'avis des autorités publiques ; parce que la Justice et les forces de l'ordre n'ont pas placé à temps un suspect de viol d'enfants en garde à vue, des hommes se disent prêts à prendre les armes et à se faire justice par eux-mêmes.

Le monopole de la violence légitime est en train d'échapper aux mains de l'État. En France, le sentiment grandit qu'on perd automatiquement un point sur son permis de conduire pour un dépassement de 10 kilomètres heure de la vitesse autorisée, mais qu'on peut violer une enfant sans être placé en garde à vue ; les cent hectares de culture d'un agriculteur font l'objet d'une surveillance satellitaire plus stricte que les portables des criminels ; les femmes doivent hurler leur « non » pour que leur voix soit enfin entendue, elles doivent se coaliser ensemble pour que la Police et la Justice, les deux piliers de notre sécurité commune, daignent prendre au sérieux leurs plaintes contre les harcèlements qu'elles ont subis ; une femme ne vaudrait-elle pas un homme dans la patrie des Droits ? La voix d'une jeune femme serait-elle si faible que sa douleur en devienne inaudible ?

Honte à nous les hommes qui n'avons pas entendu les cris de ces femmes, qui avons fermé les yeux sur leur souffrance, qui avons ri de leur peur, qui avons consciemment ou non excusé le criminel, parce que le criminel forcément ne mesurait pas la portée de ses actes, parce que le criminel était célèbre, parce que le criminel, lui aussi, était un homme.

Le « deux poids, deux mesures » dissout la règle commune.

Les injustices minent la France.

Désormais la France, partagée entre la colère et la sidération, voit le scandale s'étaler sur la place publique : l'État se meurt, l'État est mort. Il semblait rester efficace pour assurer notre défense extérieure et pour lever l'impôt ; mais à l'été 2026, la compromission du système des impôts par une cyberattaque massive laisse planer le spectre d'un attaquant qui viendrait faire main basse sur le cœur de la souveraineté de l'État. L'attaquant entre, il fait main basse sur des centaines de milliers de données, il repart. Comment ? Et pourquoi la France est-elle une des dernières nations à ne pas avoir transposé les règles de sécurité européenne en la matière ? Nous avons présenté la stratégie du cloud souverain au printemps 2021, cinq ans plus tard elle n'est pas encore déployée. Cinq ans au rythme des révolutions technologiques, c'est une éternité ; nous avons une éternité de retard.

Il n'y a plus d'autorité de l'État, parce qu'il n'y a plus d'autorité dans l'État.

Pour la santé, pour la sécurité du quotidien, pour l'éducation, pour l'adaptation climatique, l'affaire est entendue : les contribuables n'en ont pas pour leur argent. La puissance publique s'agit comme un épouvantail au gré des vents, réagit aux crises au lieu de les anticiper, multiplie les circulaires, les instructions, qui sont autant d'impulsions inefficaces dans un corps dont les membres, fonctionnaires honnêtes, compétents et dévoués, ne savent plus où donner de la tête. On promet des prestations nouvelles, mais on ne sait pas les verser ; on multiplie les droits, on efface les devoirs ; on promulgue des interdictions, mais les interdictions sont retoquées par le Conseil constitutionnel, ou la CNIL, ou tout autre organe que la puissance publique a créé pour défaire sa propre puissance. À tous les étages, la désorganisation règne en maître.

Du temps de Louis XIV, seuls comptaient parmi les ministres Colbert et Louvois, les Finances et les Armées ; les deux étaient rivaux : la mort du premier fit la fortune de Louvois, homme de guerre et de cour, « entier, brutal et enflé de son autorité » selon Saint Simon. Nous en sommes revenus au 17^{ème} siècle, alors que le déploiement de l'IA risque de menacer partout notre sécurité informatique, donc notre sécurité nationale. Sur qui pouvons-nous compter pour nous protéger ? Pas sur les Américains, qui ont laissé tomber le continent européen, certainement pas sur les Chinois. Nous avons la dissuasion nucléaire, mais aucune capacité de dissuasion massive contre les attaques IA. La mise en place de cette capacité est désormais une urgence vitale.

Par conséquent il ne faut pas réformer notre modèle, il faut le changer.

Je parle ici du modèle de production économique, mais aussi du modèle étatique, dont l'impuissance généralisée nourrit le ressentiment de nos compatriotes. Un régime en bout de course ne peut donner aucun élan économique, ne protège plus, ne rassure plus, ne convainc plus. Je dirais davantage : l'inefficacité de nos institutions condamne désormais notre économie ; la faiblesse de nos frontières numériques risque de condamner notre État. Proposer des réformes à cadre institutionnel constant revient donc à vider la mer avec une petite cuillère. Intention louable, mais vaine.

Il faut des institutions nouvelles à la nouvelle économie du 21^{ème} siècle.

Il faut des protections technologiques nouvelles face aux nouvelles menaces du 21^{ème} siècle.

Allons encore un pas plus loin : ce ne sont plus la croissance, les emplois, la vitalité des villes ou notre capacité à faire face à la déferlante de nouvelles technologies qui sont en jeu, mais la République et la nation. La première ne tient plus ses promesses, la seconde se disloque ; la République n'est plus respectée, la nation a perdu sa fierté ; ces deux blocs de silex, dont le choc a produit les plus belles étincelles de notre Histoire, sont en passe de devenir du menu gravier, que chacun foule avec indifférence.

Écoutons et regardons encore : la déception des salariés devant leur feuille de paie, l'exaspération des entrepreneurs face à la complexité des tâches administratives, l'inquiétude des pères et des mères pour leur enfant qui part à un match de foot, leur rage impuissante face au développement des trafics de stupéfiants à la sortie du collège, la colère sourde des policiers, des pompiers et des gendarmes, dont l'uniforme est devenu une cible, le découragement des maires qui ne disposent pas du pouvoir de sanctionner directement les délinquants, l'angoisse des étudiants face à la révolution de l'IA et à la dévalorisation de leurs diplômes. Écoutons les sentiments de la France. Ils pèsent lourd dans la balance de la crise en gestation et les responsables politiques si peu. « Tu as été pesé dans la balance et tu as été jugé trop léger » dit le Livre de Daniel. Ce flot de sentiments se coagule en un seul : la peur. La peur ne peut pas être une vision de la France, nation du courage, du panache, de la résistance et de la grandeur d'âme. La peur doit changer de camp. Vite.

Car sinon, la conjonction inédite dans notre histoire récente de défis climatiques, financiers, militaires et technologiques puissants avec une organisation politique faible et la déconsidération de nos institutions provoquera un drame.

Daniel prophétisait la fin du règne du roi de Babylone.

Sur la France plane l'ombre de la révolution.

La révolution ne sera pas la prise de la Bastille ni la décapitation des opposants, quoique beaucoup de militants ou d'élus LFI n'hésitent plus à jouer de la référence. A la fin d'une audition par la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale, un député LFI est venu coller sa bouche contre mon visage pour me cracher : « Nous sommes des coupeurs de tête, et vous êtes très haut sur notre liste ». D'autres de ses amis jouèrent un jour au football avec un ballon à l'effigie du ministre du Travail. Ne pensons pas un instant que la révolution est impossible, même si le tour qu'elle prendra est difficile à concevoir : déboulochage des élites, abandon des règles de l'État de droit, fiscalité délirante, chasse aux riches, violences de rue ; les tours sont innombrables. Quand on n'a pas d'imagination, quand on vit dans un alignement de planètes qui de toute éternité tourne autour du même soleil, une nouvelle révolution semble impossible ; quand on en a, la révolution est là. « Il est curieux, note Tocqueville, de voir dans quelle sécurité étrange vivaient tous ceux qui occupaient les étages supérieurs et moyens de l'édifice social au moment même où la Révolution commençait. » Pour la première fois depuis 1958, nous voici à quelques mois d'une élection présidentielle dans laquelle les trois forces en présence portent des visions de notre mode de vie, de nos valeurs, de notre avenir en commun totalement irréconciliables. En 2027, nous choisirons un modèle de société ; nous consoliderons ou nous détruirons le projet européen ; nous conserverons notre singularité de nation universelle ou nous la briserons. LFI ne veut plus de la nation. Le RN ne veut plus de la République.

Que voulons-nous ?

Nous voulons la République qui protège.

Nous voulons la nation qui rassemble.

Nous voulons une autre France que cette France divisée, querelleuse, désordonnée et impuissante dans laquelle nous nous débattons comme dans un cauchemar. Nous voulons que soient aimés à leur juste valeur tous ces jeunes qui se

battent sans relâche pour un avenir meilleur, toutes ces associations qui donnent de leur temps pour les autres, tous ces sportifs, chercheurs, entrepreneurs ou médecins qui soignent, inventent, créent, enthousiasment la France de demain, nous voulons trouver et valoriser toutes ces sources qui irriguent encore, partout, la nation.

Il faut beaucoup aimer les Français, qui le méritent.

Le premier besoin de notre nation est un besoin de considération de chacun. La « vie heureuse » dépend de chacun de nous, de nos choix, de notre philosophie de vie, certainement pas de la puissance publique ; mais la puissance publique a le devoir de la rendre possible, en garantissant ces droits élémentaires que sont la sécurité, la reconnaissance du travail, la bonne instruction ; la puissance publique a le devoir d'endosser les souffrances les plus brutales, de corriger les injustices les plus criantes, de sanctionner sans délai les actes les plus graves, pour alléger la peine de ceux qui en sont les victimes.

Il faut beaucoup aimer notre Histoire. Il faut en être fier. Commémorer ne suffit pas. Cent panthéonisations ne remplaceront pas un battement de cœur pour le chant des partisans, pour un geste de Leclerc suspendant de sa canne en bois des Vosges l'ouverture du feu contre une division de panzers, pour le paysage venteux des plages du débarquement, pour la lumière de Vézelay, pour ce mot de Bonaparte devant les salons vides du palais des Tuileries : « C'est triste, comme la grandeur ». Il est temps de faire vivre au fond des cœurs des Français, dans sa puissance, dans ses grandes figures, admirables ou contestables, dans son épopée et dans ses crimes de caves, dans sa lumière et dans ses ombres, notre Histoire nationale.

Les partis de gouvernement pensent encore que des réformes suffiront à sauver leurs têtes et à faire passer la pilule. Le débat entre eux, dans un arc qui se veut large mais qui est en réalité étroit, porte juste sur le curseur : réformes cosmétiques ou réformes massives. Dans les deux cas, ces partis se trompent. Des réformes massives susciteront une hostilité inutile, si elles ne changent pas la structure de notre modèle ; des réformes cosmétiques peuvent leur assurer cinq années de pouvoir supplémentaire, mais au prix de l'agonie de la France.

Ce sera la plus forte pente des partis de gouvernement pour 2027 : présenter comme des exploits herculéens de minuscules pas vers le changement, exalter la stabilité pour masquer la crise de régime, repousser sine die les grands

ajustements nécessaires, bref, temporiser. Le tout, avec une mine grave de circonstance. Que pouvons-nous faire de mieux ? Un consensus minimal peut émerger autour de cette idée fausse, que nous pourrions encore convaincre sans heurter, séduire en masquant la réalité, emporter le peuple avec un souffle tiède. Aveuglement ou cynisme, je ne tranche pas. Le résultat sera identique : au pire, la défaite, au mieux, une victoire à l'arraché et sans relief qui interdira de gouverner avec force.

En 217 avant Jésus Christ, faute de pouvoir attaquer Hannibal directement, Fabius, dictateur, l'épuisa dans une guerre sans fin sur les bords du lac Trasimène ; la stratégie réussit à Rome ; Fabius y gagna le surnom de « cunctator », le temporisateur. Pourquoi cette tactique ne réussirait pas à la France en 2027 ? Pour une raison simple : le monde ne nous attend pas. La stratégie de la temporisation serait désormais la stratégie du pire pour notre nation. Elle ne prémunira pas la France contre la révolution, dont le slogan cette fois ne sera plus « tous à l'échafaud ! » mais « dégagez les tous ! ». Et ce ne sera pas le fer de la pique que les élites mordront, mais la poussière.

Notre modèle doit donc changer, pour nous éviter la révolution, avec son désolant cortège de violences, de délations, de haine et d'injustices.

Est-ce possible sans que nous ayons véritablement touché le fond ? Le passage par le pire est-il un passage obligé ?

Voici le vrai défi de 2027 pour la France : changer hors du désastre.

La France changera le jour où nous opérerons un renversement complet du rôle de l'État, qui de moloch impuissant deviendra le gardien de nos libertés ; le jour où la fonction publique renoncera à ses interventions intempestives et tentaculaires pour retrouver le sens premier de ses fonctions : la sécurité des biens et des personnes. La France changera si les élites politiques acceptent une chose simple dans un régime de droit : l'exemplarité, qui leur imposera de quitter les palais, de renoncer aux privilèges des fonctions, de mettre fin aux connivences, de rompre le lien incestueux entre haute fonction publique et politique, de définir plus clairement dans la Constitution le domaine réservé du chef de l'État, qui s'étendant à tout, n'atteint ses objectifs nulle part. La France changera si les élites se mettent au diapason de qui décide en démocratie : le peuple ; tout le peuple, rien que le peuple, sans oublier le « très digne menu peuple » de Vauban, qui « nourrit le royaume de Louis », comme les agents de ménage ou de sécurité,

les infirmières, les aides à domicile font tourner la nation. Jamais plus le peuple n'acceptera que des élites technocratiques, organisées en prétendu cercle de la raison, leur imposent encore leurs certitudes, car hélas leurs certitudes ont été déjouées par la réalité; jamais plus le peuple ne s'engagera pour la construction européenne, s'il ne peut pas voter pour ce projet et effacer le crime de lèse consultation du référendum contourné de 2005; jamais plus le peuple ne répondra à un pouvoir central qui ne travaille pas main dans la main avec des pouvoirs locaux plus autonomes. Le référendum ne doit plus être un événement. Il doit devenir une pratique commune.

De naissance, j'appartiens à une famille favorisée, quoique peu épargnée par les revers de fortune; de formation, je suis un produit des élites technocratiques à la Française; mon parcours a été des plus classiques, conseiller de cabinet, député, conseiller régional et municipal, ministre. Rien ne me prédisposait à rompre avec une trajectoire classique; rien, sauf les épreuves; elles ont été cruelles, mais salutaires. Du départ du ministère de l'Economie et des Finances en 2024, dans des circonstances désastreuses, à mon retour éphémère, par devoir, au ministère des Armées en 2025, chaque épreuve a été comme un coup de sonde lumineux dans cet océan d'impuissance de la vie publique en France, minée par la complexité, les calculs médiocres, la courte vue, la connivence à tous les étages. Il m'a fallu traverser ces mois d'épreuves pour comprendre enfin que nous ne pouvions plus rien attendre de changements à la marge. Nous ne devons pas réparer notre modèle; nous devons le refonder; une autre France est nécessaire. Il a fallu la chute pour rompre avec une trajectoire écrite d'avance et dessiner ma propre voie, par l'écriture et dans l'action.

L'enseignement tous les lundis à l'université de Lausanne, sur les bords du lac Léman, mes fonctions au sein de la plus grande entreprise technologique européenne, ASML, ont également changé mon regard sur la France. Pourquoi un voisin comme la Suisse réussit-il mieux que nous? Pourquoi son salaire minimum est-il près de trois fois plus élevé que le nôtre, son taux de chômage de 4 % et non de 8, son tissu industriel aussi solide? Comment se fait-il que les dirigeants européens ne mesurent pas l'atout exceptionnel que représente ASML pour la construction d'un système technologique de classe mondiale en Europe? Pourquoi les réflexes technocratiques et frileux continuent-ils de l'emporter sur l'audace créatrice?

Dans la pénombre des palais de la République on est aveugle, donc il est bon de retrouver la lumière crue du jour.

On change la République hors les murs.

Mes convictions ont été forgées par une longue expérience ; elles se sont aussi trempées dans l'acide de la vie du monde, qui dissout les nations les plus faibles ; elles m'ont amené à une conclusion simple : le temps du combat est venu.

La décision définitive de renouer avec le combat politique, je l'ai prise seul, dans un refuge de montagne, à plus de 3600 mètres d'altitude, au milieu d'alpinistes qui me regardent en ce moment avec étonnement taper ce texte sur le clavier de mon ordinateur, à une table en bois inondée de soleil. Dehors, le ciel est d'un bleu de glace. Je remercie mon guide de vingt-six ans, Paul Romain, de m'avoir accompagné jusqu'à cette altitude. Je le remercie de son enthousiasme dans l'ascension, de sa passion pour la nature sauvage, de son sourire sous sa moustache clairsemée et plus que tout, d'avoir veillé sur mon fils Matthias et son ami Luigi. Son parcours de cordiste, qui installe les décorations de Noël dans les rues, danse sur les surfaces vitrées des gratte-ciels mais à force de sacrifices, finit apprenti guide de la prestigieuse compagnie de Chamonix, m'impressionne. Il ne le sait pas, mais lui et toutes celles et tous ceux que j'ai rencontrés hors de la politique ont par leur gentillesse, leur indifférence au pouvoir, leur humour, pansé mes blessures et redonné le seul feu qui dissipe la peur : le feu sacré.

2

Un décentrement

Qu'est-ce qui nous a interdit depuis des décennies de changer notre modèle ? Des siècles de prestige et de gloire nous ont convaincu que la France restait un des axes du monde ; tout pivot nous était donc interdit, car il aurait faussé l'axe ; toute imitation encore davantage, car nous aurions renoncé à ce que nous sommes. Nous avons confondu l'universalisme, qui est la volonté de comprendre les règles du monde, avec l'absolutisme, qui est la prétention d'imposer les siennes. Nous avons donc distribué les bons et les mauvais points sans nous apercevoir que notre modèle devenait de moins en moins attractif, par conséquent notre voix de plus en plus faible, notre influence de plus en plus limitée. John Kennedy recevait le ministre des Finances français seul en audience dans le bureau ovale ; Donald Trump reçoit les dirigeants européens en groupe, assis

en arc de cercle derrière son bureau, comme un professeur des élèves en rattrapage.

Avec une croissance moyenne de 1 % par an au mieux, un taux de chômage qui se rapproche des 8 %, une sécurité approximative, une dette hors de contrôle, personne ne veut plus s'inspirer de nous. Par miracle, notre culture et notre patrimoine attirent encore ; à défaut de nous suivre, le monde nous rend visite.

Nous avons mésestimé la montée en puissance de la Chine, qui désormais nous inquiète et nous stupéfait. Et maintenant nous nous réveillons dans l'ombre du géant chinois, qui du haut de ses trois millénaires a subitement poussé avec la vitalité d'un adolescent de seize ans. Nous avons pris pour une simple évolution technologique ce qui était une révolution : le numérique. Nous avons refusé de voir que la naissance des grands monopoles technologiques allait rendre obsolète notre conception de la concurrence. Nous avons traité de doux illuminés les Peter Thiel, les Elon Musk, les Jeff Bezos, les Mark Zuckerberg, qui sont désormais nos maîtres. Il est plus que temps que nous apprenions à reconnaître les succès des autres nations pour nous en inspirer. Le provincialisme de la plupart de nos responsables politiques nous marginalise. Ignorer le succès de Singapour, la puissance nouvelle du Vietnam, la détermination des nations africaines ou la place stratégique de Taïwan dans les secteurs technologiques de pointe, nous condamnera demain à jouer en deuxième division.

Il entre dans cette attitude un curieux mélange d'esprit de clocher et de crainte sourde du déclassement, qui nous a empêché de faire sinon de grandes choses, du moins des choses à la hauteur des bouleversements en cours. Il aurait fallu penser contre nous-mêmes et nous ne l'avons pas fait. La seule idée de bouger nous tétanisait. La fameuse arrogance française est le masque de sa peur. Il aurait été de la responsabilité des chefs de montrer la brutalité du monde et de surmonter cette peur ; mais ils redoutaient une brutalité plus grande encore, qui est celle du peuple français. Dans mes fonctions de ministre de l'Agriculture, à l'automne 2009, j'ai croisé dans les yeux de producteurs de lait désespérés la haine contre l'autorité, j'ai fait l'expérience de la violence où menait le désespoir. Les gilets jaunes ont montré de quelle colère la France était capable.

Il est donc temps de nous décentrer pour comprendre ce qui ne tourne plus rond dans notre modèle. Nous devons regarder ailleurs pour nous comprendre nous-mêmes. Plonger en soi ne signifie pas nous enfermer dans le labyrinthe de notre Histoire nationale, mais superposer ce labyrinthe à celui du monde, pour trouver une issue.

Il n'y a qu'une question politique vraiment sérieuse pour la France : comment être à la fois fidèles à ce que nous sommes et accordés à ce que le monde est devenu ?

3

Le triomphe de la technocratie sur l'exécution

La France a inventé la technocratie ; elle a conduit son redressement ; elle nous mène à notre perte. Des généralistes, tous conditionnés de la même manière, parlant la même langue, rompus aux mêmes pratiques, ne produiront pas cette intelligence collective créatrice qui sauvera la nation. Des penseurs ne feront pas de bons exécutants. Nous avons besoin de nouveaux cerveaux ; rompus à l'IA, éduqués dans la maîtrise des nouvelles technologies, ils ne feront pas que conseiller, ils décideront.

Le ver était dans le fruit : le goût des classements, le sentiment que d'avoir à vingt-cinq ans franchi la porte du Conseil d'État ou de l'Inspection des Finances vous donnait un droit de tirage à vie sur les plus hauts postes de la fonction publique, et pourquoi pas sur la nation tout court, ont fini par remplacer le mérite par la carrière. Aucun mérite acquis par les études ne devrait garantir une carrière. Aucun titre ne devrait valoir protection à vie. Le mode de sélection des élites trahit toujours l'ambition d'une nation : en érigeant les corps de contrôle et de justice au sommet de la hiérarchie sociale, nous avons placé le risque, la production de richesses, l'innovation, au second rang de nos préoccupations. La norme toise le résultat, la surveillance passe la liberté. La France ne pourra se relever au 21ème siècle sans faire passer la production devant le contrôle. Elle ne pourra retrouver une administration performante sans valoriser davantage, financièrement et dans leur avancement, tous ces fonctionnaires qui n'intriguent pas, ne flattent pas, qui n'ont pas nécessairement les bons réseaux ou les bonnes connaissances, mais qui exécutent avec efficacité la tâche qui leur a été confiée. Jamais les restaurateurs, les hôteliers, les artisans boulangers ou les agences événementielles n'auraient touché aussi rapidement leurs aides du COVID sans la diligence silencieuse, modeste et efficace des agents de la DGFIP, en centrale ou en services déconcentrés. Les exécutants sont la cheville ouvrière de notre administration. Ils ont droit à notre reconnaissance.

La certitude technocratique, armée de chiffres, de tableaux, de courbes et de statistiques, a ses biais. Le réel ne correspond pas toujours aux certitudes. Il arrive que les recettes fiscales soient moins bonnes que ce qui avait été avancé devant le Ministre, que le peuple réagisse à une taxe carbone mal calibrée, que le réchauffement climatique aille plus vite que prévu, que le coût des énergies renouvelables explose. Qui en répond ? Personne. Le seul juge devrait être le résultat. Dans la haute fonction publique française, on sait mais on ne répond pas de ses erreurs, on décide mais on n'est pas responsable, on avance des certitudes et on cède rarement devant le réel. Partout règne la plus grande confusion sur les responsabilités de chacun. La caste parle à la caste ; elle ne dialogue plus avec le peuple. Faute de culture de la bonne exécution et de son contrôle, la puissance étatique, force de la France, tourne à la pantalonnade.

L'aide sociale à l'enfance est éclatée entre autant d'intervenants qu'il existe d'échelons administratifs - les enfants vivent dans une incurie indigne d'une grande nation développée. Les services de renseignement de la Gendarmerie et de la Police n'ont toujours pas fusionné totalement pour lutter contre le narcotrafic - le narcotrafic prospère. La politique du logement est pilotée par au moins trois membres du gouvernement, par le parlement, par les communes, par les services sociaux, par les organismes HLM - jamais il n'a été aussi difficile de se loger en France dans les zones tendues, jamais pourtant les dépenses publiques de la politique du logement, à hauteur de 30 milliards, n'ont été aussi élevées. Chaque nuit la puissance publique réquisitionne des chambres d'hôtel pour loger des étrangers en situation irrégulière, mais chaque nuit des salariés dorment dans leur voiture, faute de logement à proximité de leur lieu de travail. Les hôpitaux doivent répondre à l'autorité du ministère de la Santé mais suivre également les instructions des agences régionales, ils ont les maires dans leur conseil d'administration, des procédures à foison - les services d'urgence sont totalement embolisés.

Dans cette débandade, jamais on n'a vu autant de hauts fonctionnaires accéder aussi tôt à des fonctions de haute responsabilité. Si bien qu'un jeune diplomate de quarante ans se demande très sérieusement pourquoi on lui propose Addis Abeba alors qu'il se voyait déjà ambassadeur à Washington. Dans le même temps, des préfets qui n'ont pas démérité croupissent depuis des mois en attente d'un poste. La direction d'établissements culturels prestigieux attend des mois d'être pourvue. Des amis se refilent des postes ; des connaissances recrutent des connaissances. L'État n'est plus tenu, car l'esprit de connivence a remplacé l'esprit de service.

La consanguinité des carrières administratives et politiques est un des grands scandales de la nation. Les hauts fonctionnaires qui veulent entrer en politique doivent démissionner de la haute fonction publique. On ne peut pas être à la fois neutre et engagé. Cette règle de justice et de bonne administration doit être votée sans délai. Aucun privilège pour ceux qui ont le pouvoir et l'honneur de décider pour la France. Aucun passe-droit. Aucun favoritisme.

Il faut remettre en ordre de marche notre administration. Il faut recruter de nouveaux chefs sur la base de leur expérience et de la diversité de leurs talents. Il faut retrouver le sens des politiques publiques, en nombre limité, avec une organisation militaire et un contrôle accru du Parlement. Il faut que des Commissaires, sur le modèle du Commissariat à l'énergie atomique, pilotent ces politiques publiques prioritaires avec des effectifs réduits, un esprit commando et des objectifs clairs. Est-ce encore possible ? Oui. Pendant le COVID, nous avons mis en place au ministère des Finances une politique de relance pour retrouver notre croissance perdue. Montant : 100 milliards d'euros. Pilote unique : le ministre des Finances. Autorités déléguées : les services déconcentrés dans les territoires. Coordination : les sous-préfets à la relance dans chaque département. Objectif : dépenser les 100 milliards sous deux ans pour que la France soit la première nation en Europe à retrouver son niveau de croissance d'avant crise. Principe : dépôt des projets publics ou privés sous trois mois, examen sous trois mois, abandon de tous les projets qui n'ont pas été décaissés dans le mois suivant l'autorisation. Résultat : la France a atteint son objectif, elle a été la première en Europe à retrouver son niveau de croissance d'avant crise.

Souvent les décisions prises au sommet sont vécues comme des humiliations. Qui pourrait contester que les territoires ruraux se trouvent plus que jamais dans une situation de vulnérabilité ? Et qui pourtant leur prête une attention réelle ? Qui est prêt au ministère de l'Environnement à mettre de l'eau dans le vin de ses certitudes pour admettre que le zéro artificialisation nette (ZAN) posera des problèmes majeurs à des communes qui ont besoin de logements et que le diagnostic de performance énergétique (DPE) placera des petits propriétaires retraités dans une situation financière intenable ? Élu pendant quinze ans du département de l'Eure, j'ai vu basculer des électeurs pourtant modérés vers la radicalité, parce que leurs doléances légitimes n'étaient pas prises en considération, parce qu'on abîmait le paysage de leur enfance en construisant des grappes d'éoliennes sur une colline sans les consulter, au nom de l'impératif absolu de la décarbonation, parce qu'on leur retenait un trop perçu sur les aides de la politique agricole commune (PAC) pour un demi hectare de champ non déclaré,

alors que la gendarmerie fermait les yeux sur la décharge à ciel ouvert du voisin, parce que l'usine de métallurgie qui faisait des pièces de boîtes de vitesse avait fermé, parce que les commerces avaient tiré rideau, parce que leur père avait succombé à un AVC après avoir attendu trente minutes les secours.

Dans un monde où les nouvelles technologies ont bousculé notre connaissance de la réalité et la création de richesse, il aurait fallu changer les modèles, ceux qui les élaborent et ceux qui les mettent en œuvre. Nous avons laissé les manettes à des aveugles qui prétendent encore tout voir. Il suffit de discuter de semi-conducteurs avec des fonctionnaires de la Commission européenne pour réaliser combien la déconnection est profonde.

4

Esprit de cour et monde nouveau

L'esprit de cour est le trait le plus ancien de la vie publique française. Il est un héritage de la monarchie absolue. Il s'est perpétué à travers les siècles, au gré des révolutions. Les hommes ont changé, les pratiques ont duré. Les réflexes demeurent, qui gonflent comme des outres des individus sans consistance, jusqu'à ce qu'une pointe de disgrâce, un mot, une remarque, les fasse crever. Un autre individu viendra ; il se gonflera de suffisance à son tour ; crèvera un autre jour. La cour tourne sur elle-même, comme elle a toujours fait, dans une souveraine indifférence au reste du monde mais sous la menace constante de sa propre destitution. Nous sommes à la cour éthiopienne du Négus telle que la décrit Ryszard Kapuscinski : « Tout l'entourage de l'Empereur est double : à genoux, avec un poignard. Sur les sommets, il ne fait jamais chaud. »

Tant que le monde était immobile, il n'y avait rien que de risible ou de dérisoire dans les vapeurs de cet esprit. Dans ce moment où nous sommes, quand le monde change à une vitesse accélérée, ces vapeurs sont devenues toxiques. Il y a quelque chose de tragique pour la France à voir se perpétuer dans des palais d'un autre siècle des attitudes d'un autre temps.

Chacun observe avec stupéfaction le miracle chinois ; mais ce n'est pas un miracle. La résurrection de la Chine après plusieurs siècles d'humiliation est

tout sauf le produit du hasard. Elle est le résultat d'une volonté de dépassement constante, poursuivie avec ténacité par un appareil politique tout entier dévoué à la puissance chinoise. Des ingénieurs ont défini un plan et des politiques ont appliqué le plan. Les robots, le moment Deep Seek, les batteries électriques, la mainmise sur les terres rares, la maîtrise de l'espace, la militarisation à marche forcée sont le résultat de la persévérance de l'Empire du milieu. Son modèle politique ne sera jamais le nôtre. Mais nous aurions tort de ne pas en tirer des leçons sur notre organisation politique, sur notre capacité de décision, sur notre constance.

L'esprit de cour est tenace ; il ne disparaîtra jamais tout à fait de la République. Mais quand une odeur tenace de cigarette imprègne les murs d'une chambre, il n'y a parfois pas d'autre remède que de déménager. Les palais ministériels doivent fermer. L'usage des sirènes de police doit être réservé aux seuls véhicules d'urgence ou aux personnalités réellement menacées. Le fort de Brégançon doit retrouver sa vocation militaire, au profit des soldats qui ont servi dans les opérations extérieures. La simplicité doit devenir la règle. La République a besoin de dignité, pas d'apparat.

La constance doit devenir la plus grande vertu des politiques publiques. Les résultats en dépendent. Les ministres doivent donc durer, ils ne doivent pas changer de poste tous les quatre matins. Partout on va disant que l'Éducation est le sujet prioritaire, que l'effondrement du niveau scolaire des jeunes Français est préoccupant, que nos enfants ne savent plus lire, que les écoles ne sont pas tenues, que les programmes ne sont pas les bons, le recrutement des professeurs insatisfaisant, l'autorité absente ; mais on accable les enseignants d'instructions contradictoires, on leur demande de prendre la place des parents, on les surcharge d'obligations supplémentaires, ils doivent être à la fois professeurs, gardes, psychologues, instructeurs, moralistes, pour des salaires dérisoires ; on change de Ministre tous les deux ans ; chacun veut laisser sa trace, chacun défend des positions nouvelles ; dans ce manège du pouvoir qui tourne toujours plus vite, les premiers à être éjectés sont les élèves, les seconds les parents, et la grande victime est la France.

Le monde nouveau appelle une politique nouvelle, dont les fondations seront la simplicité, la décence, la durée.

Le triomphe des idéologies sur la mesure

Parmi toutes les failles profondes dont nous nous épuisons à sortir depuis des décennies, la plus profonde est notre passion pour les idéologies. Elle ressemble à la jalousie, autre grande passion française, qui en lieu et place des autres installe au plus profond de nous un petit animal féroce, qui nous griffe les parois intérieures à coup de dents. La jalousie est une idéologie du cœur.

Les idéologies ont cette particularité de se substituer à la réalité, dont elles ignorent obstinément les contours. Elles livrent même une forme de combat contre la réalité, dont la trivialité doit être réduite en mots, en théories, en concepts. Le capitalisme a voulu domestiquer la nature et la mettre à son profit. Les idéologies croient pouvoir soumettre le réel à leur intelligence.

Pourquoi la France est-elle une des grandes patries des idéologies ? Sans doute parce que nous aimons les idées et que des idées à leur sacralisation en idéologie, la métamorphose se fait vite. Hélas cette métamorphose est à rebours de celle du papillon, elle nous emmaillote dans une épaisse chrysalide au lieu de nous faire prendre notre envol.

Nous avons fait des idées, avec les armes, les deux moteurs de notre gloire. Nous avons inventé les Lumières ; nous avons renversé les rois ; nous avons écrit en lettres de sang la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen ; puis nous en avons tiré la légitimité pour conquérir le monde. Consciemment ou non, nous sommes arrivés à la conclusion hâtive que nous devons faire des idées le principe de toute action ; y compris pour définir ce que nous sommes. Aucune autre grande nation, sinon les Etats-Unis, qui croient dans leur destinée manifeste, ne se définit autant par l'idée qu'elle se fait d'elle-même que la France. Certaines nations ne se font aucune idée précise de ce qu'elles sont et ne s'en soucient pas ; d'autres restent dans le vague ; la France a passé des siècles à travailler à sa propre idée. Dans un des livres les plus lucides jamais écrit sur notre nation, le professeur de littérature Ernst-Robert Curtius écrit : « Depuis le 11ème siècle, la France a toujours ressenti le besoin d'imposer à son histoire nationale la forme et le contour d'une idée. Elle est en quête d'une image, d'une formule, d'un mot. »

La France est une quête jamais achevée de son idée ; là est sa force ; là est sa faiblesse.

Car au moment où le monde se mettait à douter des idéologies, nous avons persisté à y croire ; ce faisant, nous nous sommes aveuglés sur les changements du monde ; nous avons pris un siècle de retard. Au sortir des Trente Glorieuses, singulièrement à partir de 1981, la France a adopté tête baissée une idéologie où se mêlaient le partage des richesses, le social à tout va, la domination étatiste sur la libre production de richesses, la religion du diplôme, le mépris du risque ; nous y avons perdu notre productivité, nos usines, nos ouvriers et notre génie. Il aurait fallu trouver un équilibre entre le social et l'économie, nous avons fait primer le premier sur le second ; il aurait fallu conjuguer les forces de l'État et des entreprises, nous les avons opposées.

Seul ce goût immodéré pour les idéologies a pu nous amener à défendre des trouvailles aussi saugrenues que l'industrie sans usine, le principe de précaution dans un monde en plein bouleversement, le retour à la retraite à 60 ans quand notre démographie commençait à donner des signes de faiblesse, la sortie du nucléaire quand nous avons besoin d'énergie décarbonée ou le partage accru des richesses quand nous avons cessé de les produire. Derrière chacune de ces intuitions pointe le musée de notre arrogance nationale, qui veut avoir raison contre tout le monde, ou contre le monde entier. Le monde est aveugle, nous sommes lucides ; le monde se trompe, nous avons raison. Nous avons confondu la défense de principes inaliénables qui font la grandeur de la France avec l'égalitarisme le plus borné. Nous avons voulu écraser la terre de notre importance, au mépris de nos intérêts.

Les idéologies sont notre grande facilité nationale ; elles sont notre Temple et notre Bastille ; l'heure est venue de les faire tomber.

Car la facture est vertigineuse. Il faudra des décennies pour remettre sur pied une filière nucléaire performante, avec les compétences nécessaires, les sous-traitants, les ingénieurs ; travailler plus longtemps demandera de montrer concrètement quels bénéfices chacun peut en tirer ; retrouver une capacité de production industrielle ou agricole exigera une constance absolue dans notre politique économique, comme nous avons su le faire entre 2017 et 2024 ; rétablir les comptes publics prendra dix ans.

Nulle part autant que dans la politique environnementale cette idéologie ne s'est manifestée avec autant de vigueur. Nous avons privilégié la réduction des émissions de CO₂ sur l'adaptation au réchauffement climatique. Nous avons voulu afficher des performances, nous aurions dû aussi protéger notre territoire. Certains experts considéraient les politiques d'adaptation comme une forme de renoncement coupable, ils ont réussi à imposer leurs vues, au détriment de la qualité de notre vie et de notre sécurité collective. Souvent les idéologies tournent au fanatisme. Les Savonarole du climat ont préféré que nos forêts brûlent, que nos villes soient inhabitables, que nos salles de cours et nos chambres d'hôpitaux deviennent infréquentables en période de canicule, que les transformateurs disjonctent et que les rails de train se dilatent plutôt que de brancher le moindre climatiseur, de faire des coupes claires dans les forêts et de faire de l'adaptation une exigence immédiate, à égalité avec la transformation nécessaire de nos modes de vie et de production. Le climat est la grande affaire de notre temps. L'historien Emmanuel Leroy Ladurie le disait crûment en 2015 : « Le climat peut bousculer notre destin ». Il mérite mieux que des anathèmes et des excommunications.

Par idéologie toujours, nous ne parvenons pas à tirer un profit collectif de nos savoirs scientifiques. Vive les idées, mort à la richesse ! Ainsi va la France du 20^{ème} siècle, qui a oublié que puissance scientifique, industrielle et financière marchaient de concert. Au 21^{ème}, nous devrions nous offusquer que la nation qui a percé les secrets de l'ARN messenger, produit les premiers ordinateurs quantiques, construit parmi les meilleurs supercalculateurs, la nation qui maîtrise tout le cycle nucléaire et peut être la première à maîtriser la fusion, n'en tire pas davantage de prospérité pour la nation tout entière. Un fossé s'est creusé entre la recherche et le développement industriel ; il faut jeter des ponts. Pendant sept ans, nous nous sommes démenés pour améliorer les financements, faciliter la levée de capitaux, donner de meilleures perspectives aux chercheurs qui créaient leur entreprise, il faut maintenant décupler cet effort. Au temps de la quatrième révolution industrielle, découvrir ne suffit pas ; développer est la clé, sur notre sol, avec nos capitaux et notre épargne. Le succès de Mistral dans l'IA montre que c'est possible.

La nouvelle élite française doit être celle des ingénieurs, des scientifiques, des praticiens, des hommes et des femmes avec la tête sur les épaules, qui à rebours des idéologies sur le déclin construisent sur des bases solides une nation prospère. Contre la radicalisation des positions de chacun, environnementalistes contre productivistes, égalitaristes contre libertaires, scientistes

contre complotistes, chacun replié dans ses certitudes, incapable d'admettre la vérité des autres, cette nouvelle élite devra faire preuve de sens critique. Jamais la modération n'a été aussi nécessaire. Nous devons toujours vouloir être justes, pas toujours vouloir avoir raison. Sans quoi la nation du milieu deviendra la nation des extrêmes.

Nous nions la dette, les taux d'intérêt explosent à plus de 4 %, nous relativisons le réchauffement climatique, les forêts brûlent, nous tolérons une immigration illégale, le sentiment de dépossession culturelle devient insupportable pour tous, nous ne prenons pas les mesures nécessaires pour libérer la production industrielle et la protéger de la concurrence inéquitable, les usines ferment.

Souvent nous préférons ignorer le réel. Par déni ? Par instinct de survie ? Je ne sais pas. Mais le réel revient toujours. Mieux vaut le regarder en face et lui apporter nos réponses humaines, faites de justice, de mesure, de dialogue, de sens de la durée ; lui sera intraitable ; le réel ne négociera rien avec nous.

L'astre français tourne autour de lui-même ; demain il sera un astre mort, s'il ne retrouve pas le chemin du « juste milieu » qui est le sien. Cet astre mort sera au choix une pâle copie des Etats-Unis, dont nous suivons la trajectoire descendante dans la polarisation de notre vie politique, ou un satellite de la Chine, qui sait tirer le meilleur parti de notre faiblesse. « Le juste milieu » ne veut pas dire la marginalisation du peuple, au contraire ; il appelle la reconnaissance de ses attentes et de ses craintes. Sans quoi le peuple devient la foule. Personne ne l'a dit mieux que Sénèque : « La preuve du pire, c'est la foule ».

6

Une crise de la conscience historique

Le 1er août 2026 en fin de journée, à Ajaccio, assis avec Pauline, ma femme, et mon dernier fils Barthélemy à la terrasse du Cinecitta Caffè place du maréchal Foch, je croisai le regard d'un homme d'une soixantaine d'années en chemise hawaïenne assis à une table contre le mur, sa femme à côté de lui, en robe à volants blancs, un autre homme face à lui, en polo gris. Il me fixait d'un œil curieux ; il se pencha vers l'autre homme en polo gris, qui coula un regard vers

moi, hocha la tête en signe d'assentiment, puis lentement les deux hommes se redressèrent et avalèrent en même temps une gorgée de bière. Quelques instants après, l'homme en chemise hawaïenne se leva, il était corpulent, il se dirigea vers notre table et se plantant droit devant moi, il me dit : « André, pilote maritime ; je suis fan. » Il en restait donc encore un, au moins ici, sur cette terre brute que j'aime tant, la Corse. Il avait lu tous mes livres ; il me demanda des nouvelles de mon fils aîné, Louis, dont il avait appris les mésaventures dans un de mes premiers ouvrages ; preuve certaine de sa bonne foi, il me parla longuement de Fugue américaine comme un beau livre sur la musique, et non comme un roman érotique. Je l'interrogeai sur la situation en France ; il prit son temps pour trouver les mots justes ; puis ses yeux bleus s'éclairèrent et il me dit en grattant du bout des doigts le collier gris de sa barbe : « La France ne sait plus où elle habite. »

Depuis je me suis demandé si André n'avait pas résumé parfaitement ce que nous ressentons tous plus ou moins à des degrés divers en observant notre nation, dans cet exercice de dédoublement qui nous est si propre entre notre vie individuelle et notre vie collective : notre vie individuelle nous comble, notre vie collective nous inquiète, nous révolte, nous tourmente ou nous indiffère ; ce sont les « degrés divers ». Tous se rassemblent en un seul point, qui est notre incapacité à reconnaître la France actuelle comme notre France. Elle ne correspond ni à ce qu'elle a pu être dans le passé, ni à ce qu'elle doit devenir dans le futur. Son présent ne la comble pas : par conséquent, comme dirait André, « elle ne sait plus où elle habite ».

Cette situation singulière, mais qui s'est toujours présentée dans les moments charnières de la vie de notre nation, je la relie à notre double incapacité à nous rappeler ce que nous avons été et à savoir ce que nous voulons être. Ce que je nomme : « une crise de la conscience historique ».

Pour couper court aux menaces qui pèsent sur la République et sur la nation, le prochain chef de l'État devra résoudre cette « crise de la conscience historique » qui nous engluie dans la médiocrité, brise les énergies, nous interdit de penser loin ou de vouloir grand.

Pour que la France retrouve sa « conscience historique », elle doit se réapproprier sa culture. Nous sommes la nation de la laïcité : aucune religion ne doit imposer ses règles ou ses coutumes à la vie commune. Nous sommes la nation des Lumières : nous devons continuer à défendre pour le monde des idées qui dépassent nos seuls intérêts nationaux, porter une vision claire du développe-

ment de l'IA, relancer de nouvelles enceintes multilatérales, livrer le combat contre le dérèglement climatique. Nous avons une tradition militaire : nous devons la perpétuer. Nous avons une tradition agricole : nous devons donner à nos cultivateurs la possibilité de vivre dignement de leur travail. Nous aimons nos paysages, leurs insensibles déclinaisons au fil des kilomètres, leurs beautés spectaculaires : nous devons les protéger. La France est une nation de créateurs : aucune bride ne doit être mise à la liberté de créer, d'inventer, de bousculer et de critiquer. La France est ancienne et jeune, diverse et unie, orgueilleuse et pleine de doutes, unique. Ne la banalisons jamais.

Pour que la France retrouve sa « conscience historique », elle doit se projeter dans le futur avec pour assise son passé. Une vieille nation ne signifie pas une nation recrutée de fatigue, qui viendrait expirer son dernier souffle sur les rivages du 21ème siècle ; une vieille nation veut dire une grande nation. Prononcez devant un adolescent de quinze ans les noms de Hugues Capet, de Richelieu et de Louis XIII, couple improbable et fondateur, de Vauban, de Jean Cavallès qui refusa de donner un seul des noms de son réseau de résistance et mourut sous la torture des nazis, en connaîtra-t-il un seul ? Proposez-lui de les situer dans le temps, il vous répondra : « flemme ». La « flemme » est le pire adversaire de la nation, en général ce qui la conduit à sa perte ; mais nous sommes, nous les adultes, les responsables de la « flemme » de nos adolescents, à qui nous n'avons pas su enseigner le goût de notre Histoire et ce qui doit toujours l'accompagner, l'esprit critique. Je ne plaide pas pour un récit national tout en enluminures, je défends cette idée simple qu'aucun adolescent, aucun enfant ne pourra jamais s'enthousiasmer pour une idée de la France s'il ne la rattache pas à des hommes et à des femmes dont les mots, les décisions, les erreurs, les doutes, les comportements héroïques et la lâcheté, les victoires éclatantes et les petites défaites, les exploits et les crimes ont accompagné son développement. L'Histoire n'est pas une matière ; ce sont des vies. A la sortie du film sur De Gaulle réalisé par mon ami Antonin Baudry, j'ai entendu un groupe d'adolescents s'enthousiasmer sur le boulevard : « Voilà ce qu'il nous faudrait ! » Plus question de « flemme ».

Pour que la France retrouve sa « conscience historique », elle ne doit jamais perdre de vue son ambition universelle. A tous les grands moments de son Histoire, la France a eu cette prétention que nos opposants jugent dérisoire, ou caricaturent en arrogance, de diffuser sur le grand écran du monde l'idée de son avenir. Nous sommes les descendants de la Rome antique, qui a longtemps occupé notre territoire ; nous en avons pris le pli du droit ; nous en avons gardé la prétention à étendre au-delà de nos frontières notre conception de la civilisation.

La monarchie absolue, bâtie par Louis XIII et Richelieu, portée à sa perfection par Louis XIV, abîmée par Louis XV et emportée sous Louis XVI, n'a eu de cesse, en réconciliant l'autorité du Roi et celle de Dieu, puis en faisant dériver l'une de l'autre, de donner corps à cette idée de civilisation universelle, qui embrasse tout, domine tout, construit une puissance économique, en tire une supériorité culturelle, dicte des règles de conduite morale, mécanise les comportements et fait du reste du monde la scène ébahie de sa gloire. La Révolution a porté une ambition identique, en substituant aux rouages du monarque et de la Religion ceux du peuple et de ses droits nouveaux ; la déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen n'est pas nationale, elle est « universelle » ; la France se veut la patrie de tous les hommes libres. Napoléon a posé sur sa propre tête la couronne de l'Empereur, sous le regard du pape : il était le légataire unique et universel de son Empire. En 1918, Clémenceau aura été le visage buriné de la victoire de toutes les nations libres en Europe. De Gaulle a déclaré Vichy « nul et non avenu » pour que l'ambition universelle de la France ne périclité pas dans la médiocrité sinistre, les calculs tordus, les crimes et la veulerie du régime de Pétain. La vocation universelle de la France ne doit pas disparaître, sans quoi la nation perdra sa raison d'être. Dans ce moment où la Chine et les Etats-Unis rassemblent leurs forces pour assurer leur hégémonie sur le monde du 21ème siècle, la vocation de la France est de faire du continent européen le dernier lieu d'une certaine civilisation ; à son tour, « universelle ».

Michel Houellebecq, pour lequel je nourris depuis des années une admiration doublée d'amitié profonde, l'une n'expliquant pas l'autre, me couperait immédiatement : « La civilisation occidentale est morte ». Il ne cesse d'en décrire l'agonie, dans des romans que les générations futures continueront de lire, si elles lisent encore. Mais il ajouterait : « Je procède toujours par légère exagération, c'est ma méthode. » Donc disons que la civilisation occidentale n'est pas encore tout à fait morte ; il appartient à la France, et avec elle aux autres nations européennes, de rappeler que le droit, la liberté, le goût du détail et de la nuance, le respect de la vie humaine, le travail de la mémoire et le sens critique ne sont pas des valeurs vaines ; ce sont des valeurs universelles.

La « crise de la conscience historique » que nous traversons nous a fait oublier la place fondatrice de la littérature dans la vie de la nation. Notre philosophie est littéraire. Descartes vaut par la limpidité de ses formules, Pascal par sa concision. Nos idées, les Lumières, notre mode de vie, notre civilisation sont le produit des livres et de notre langue. Les esprits animaux qui nous animent, férocité du lion, ruse du renard, vanité de la grenouille ou persévérance de la tortue, frugalité de la fourmi,

se croisent dans les fables. En France, chaque grand homme se promène à travers les siècles avec juchée sur son épaule sa conscience littéraire, qui lui glisse éternellement à l'oreille ses flatteries, ses mensonges, ses rêves et ses vérités. Saint Simon exalte les vertus de Louis XIII et accable la médiocrité de Louis XIV, le regard de Chateaubriand s'allume d'émerveillement devant Bonaparte et de haine froide devant Napoléon, tous les bourgeois de Flaubert ressassent la médiocrité de Louis XVIII, Napoléon III devient « le petit » sous la plume de Hugo, Malraux exalte De Gaulle, Mauriac le grandit. La conscience se veut parfois plus grande que l'oreille du pouvoir. En croisant François Mitterrand dans un restaurant après s'être vu décerner le prix Goncourt, Marguerite Duras lui aurait glissé : « Désormais, je suis plus célèbre que vous ». Pascal domine de son intelligence aiguë son époque. La Fontaine vit encore tandis que la cour est morte. Quels noms resteront dans notre mémoire collective ? Ceux des politiques croqués par Michel Houellebecq ? Ou celui de Michel Houellebecq ?

Par conséquent nous ne surmonterons la « crise de la conscience historique » que si nous retrouvons notre langue et notre littérature. Certains prétendent que les deux millénaires de la civilisation du livre, coupés par l'invention de l'imprimerie et la diffusion au plus grand nombre du livre, dans une langue accessible à tous, seraient en train de se refermer avec la civilisation digitale. Pourtant plus que jamais je crois à la nécessité de la lecture, qui ouvre, contre les réseaux sociaux, qui enferment. Sans la voix de nos femmes écrivaines, qui sont le meilleur indice de la vitalité de notre littérature, jamais nous n'aurions pu réaliser ce que signifie l'emprise, la violence conjugale, l'inceste ou la perte d'un enfant. Je veux dire ici mon admiration et ma reconnaissance à Marie Darrieusecq, Christine Angot, Neige Sinno, Nathacha Appanah ou Maylis de Kerangal pour leur œuvre ; je veux dire à Yasmina Reza que son ouvrage sur la campagne de Nicolas Sarkozy est un des plus beaux textes sur la conquête du pouvoir ; je ne partage pas les convictions politiques de Annie Ernaux, mais *La place* ou *Les Années* sont des textes magnifiques. Les réseaux sociaux divisent, la littérature rassemble.

Jamais nous ne retrouverons une conscience historique si nous nous coupons de ce qui a fait non seulement la grandeur, mais aussi l'unité de la France, principe de rassemblement entre des territoires et des populations si disparates, instrument de diffusion de notre culture, unique corde de rappel vers notre passé et grappin le plus solide vers notre avenir : notre langue. Ce sera un combat difficile : muscler son cerveau pour qu'il se fraye un chemin dans la jungle des mots est un travail quotidien ; enrichir son vocabulaire à cinq ou six ans ne vient pas naturellement ; écarter son portable est un supplice. Mais ce sera un combat

vital : nous ne pouvons pas abandonner nos cerveaux et notre capacité critique à Chat GPT, à Claude ou à leurs avatars. Nous devons transmettre une capacité critique à nos enfants. Nous devons nous assurer que l'égalité des chances ne soit pas réduite à néant par la domination sans partage des algorithmes sur notre attention et notre créativité. L'IA décuplera la puissance de ceux qui savent lire, écrire, critiquer, hiérarchiser, comprendre, trier ; elle asservira les autres. Ce combat redonnera à la France sa singularité, il apaisera notre société, réduira la violence, et surtout mettra fin à la domination sans partage de l'instant, qui nous interdit de retrouver l'Histoire.

II

L'an I Une autre France

1

Choisir et tenir

La France doit faire des choix et les tenir.

La France doit cesser de s'en remettre sans cesse à l'actualité, qui la trimballe d'une urgence à l'autre, dans une course épuisante. L'actualité vous détourne sans relâche de votre trajectoire, c'est un leurre qui vous fait rater votre cible. Tous ceux qui ont pris l'actualité pour argent comptant ont dilapidé leur temps au pouvoir, ils se sont épuisés, ont épuisé les Français et ont fini en poussière; tous ceux qui ont construit des permanences, dans une superbe indifférence à ce qui pouvait les détourner de leur but, souvent fou, ont rejoint la mémoire collective. Pendant près de vingt ans, Richelieu a rabattu l'orgueil de la noblesse, poursuivi de sa fureur les protestants et combattu les Habsbourg : trois priorités pour une seule obsession, la puissance de l'État, le reste en détours; au bout de son obsession, il a construit pour des siècles l'État moderne. De Gaulle avait une idée fixe de la France; il l'a sauvée.

Dans une France éruptive, lassée de sa classe politique, revenue de tout, il est inutile de multiplier les propositions et mieux vaut bannir le mot de réforme. Un chapelet de mesures ne convainc que les fidèles, il en reste peu. Notre salut ne viendra que de choix stratégiques clairs et restreints, poursuivis avec obstination et dans la durée. Choisir et tenir ses choix, pour enfin réconcilier la France avec son génie.

Premier choix : l'autorité. Pourquoi? Parce que la raison d'être de l'État est de garantir partout, tout le temps, pour tout le monde la sécurité. La paix civile en dépend. Nous devons rompre avec cette idée fausse, que le développement sans limite de l'intervention de l'État construirait un avenir meilleur pour la nation. Nous devons défendre cette idée juste, que la puissance de l'État fait l'unité de la France. L'État doit restreindre le champ de son action à la sécurité du territoire, à la protection des personnes, à l'Éducation et à la Santé. Tout le reste doit être délégué. L'État providence du 20ème siècle doit laisser la place à l'État puissance du 21ème siècle.

Deuxième choix : la prospérité. Pourquoi? Parce que la France ne cesse de s'appauvrir depuis des décennies, à l'image du continent européen dans son ensemble. Nous consommons sans produire. Nous distribuons des richesses que nous ne créons pas. Résultat : le travail ne paie plus. Nous devons rompre avec cette idée fausse, que nous pourrions travailler moins et gagner plus ; nous devons défendre cette idée juste, que la libération des forces de travail fera notre prospérité. Les dividendes de la croissance doivent aller en priorité absolue aux salariés. La France doit investir massivement et durablement dans les nouvelles technologies liées à l'IA, où se trouvent les gisements de savoir et de prospérité de demain. La France doit devenir la grande puissance technologique du vieux continent.

Troisième choix : la souveraineté. Donc une intégration européenne plus poussée. Pourquoi? Parce que seuls, nous serons brisés ; et parce que le continent européen est sur le point d'entrer dans un siècle d'humiliation où, pris en étau dans le combat titanesque entre les Etats-Unis et la Chine, il n'aura plus d'autre choix que de se soumettre. Un destin de colonie attend les anciens colonisateurs. Personne, surtout pas les anciennes puissances revenues au premier rang, pas davantage le nouveau monde, ne pleurera sur notre sort. Privé de puissance au 21ème siècle, le projet européen disparaîtra. Les forces de dislocation sont aussi puissantes, ou davantage, que les forces du rassemblement. Nous devons rompre avec cette idée fausse, que l'Europe des procédures, des directives, des règlements et des 27 pourrait survivre à la nouvelle marche du temps ; nous devons construire une Europe à 6. La France doit être le moteur de cette Fédération d'États nations à 6, avec sa capitale, sa Constitution, ses règles et ses projets politiques concrets.

2

Autorité

Pas d'État sans chef ; pas de chef sans chaîne de commandement.

La confusion ordinaire dans laquelle nous vivons ne peut plus durer. Il nous faut partout, à tous les niveaux, des chaînes de commandement qui permettent de définir les responsabilités de chacun et de rendre des comptes au peuple.

Le chef de l'État doit se placer en surplomb. Nos compatriotes attendent de lui qu'il tienne tête à Donald Trump, à Vladimir Poutine ou à Xi Jinping, qu'il sache négocier des accords satisfaisants au niveau européen, qu'il améliore nos relations avec notre partenaire allemand, qui est en train de prendre le large. Ils veulent un chef qui décide et qui arbitre, par un chef qui intervient à tout instant, sur tous les sujets, au gré de l'actualité. Ils veulent que le chef de l'État endosse les souffrances de la nation et lui transmette une confiance absolue dans ses capacités. Sa mission est de veiller à la pleine mise en œuvre des choix stratégiques validés par le peuple ; l'exécution au quotidien doit être déléguée au Premier ministre et à son gouvernement

Le chef de l'État est le garant de la stabilité de la nation. Il doit avoir le temps pour lui.

L'an I d'une autre France, la règle de la limitation à deux du nombre de mandats successifs, directement inspirée de la Constitution des Etats-Unis, sera donc supprimée. Cette décision mettra fin à l'américanisation rampante des institutions de la France, qui est contraire à notre destin singulier. Le peuple doit être le seul maître de la poursuite ou de la fin du mandat de son chef.

L'an I d'une autre France, le domaine réservé du président de la République sera défini dans la Constitution ; la Défense et les Affaires étrangères lui seront explicitement attribuées ; son pouvoir de nomination sera réduit, pour laisser aux ministres la pleine et entière responsabilité de leurs choix. Les ministres de plein exercice seront réduits à dix. Leur champ de compétence leur appartiendra en propre, aucune politique publique ne sera plus partagée, donc divisée et impuissante. Les ministres auront pleine et entière autorité sur leurs administrations.

L'an I d'une autre France, le Premier ministre conservera seul la responsabilité de la conduite de la politique générale du gouvernement. Il ne sera pas un collaborateur, il sera la cheville ouvrière de l'action. Il aura comme mission principale de garantir la majorité nécessaire à la bonne exécution des politiques publiques. Il ne pourra plus disposer du 49.3 pour forcer la décision - le 49.3 sera supprimé. La procédure d'exception sera réservée à la seule adoption du Budget, suivant les règles définies dans la Constitution. En revanche, pour éviter toute instabilité, le Premier ministre ne pourra être renversé que si l'Assemblée nationale est en mesure de constituer une majorité alternative. La défiance ne suffit pas ; la confiance doit devenir la nouvelle règle. La France ne peut pas connaître une

instabilité gouvernementale comme celle qui a prévalu de 2024 à 2027, avec pas moins de quatre Premiers ministres en quatre ans et au bout du compte, l'immobilisme. La stabilité n'est pas l'immobilisme ; elle est la condition de la bonne mise en œuvre de politiques de long terme ; elle est au principe d'une chaîne de commandement efficace.

L'an I d'une autre France, le rétablissement des finances publiques sera une responsabilité commune du président de la République, du Premier ministre et du ministre des Finances. Ce triangle institutionnel sera le garant du respect de nos engagements financiers internationaux. Il se réunira chaque semaine dans ce format. Il ne tolérera aucun délai dans la mise en œuvre des décisions nécessaires. Le président de la République fixera les grandes orientations ; le Premier ministre les appliquera ; le ministre des Finances représentera les autorités françaises dans les instances financières internationales : réunions des ministres des Finances de la zone euro, FMI et G20. Ce triangle institutionnel au plus haut niveau sanctionnera toute dérive dépensière des ministres et assurera la bonne tenue de nos comptes. Le ministre des Finances aura un droit de veto sur toute décision de dépenses des ministres. Le Premier ministre ne pourra engager de dépense sans son accord formel. Le rétablissement des finances publiques sous cinq ans, pour revenir sous les 3 % de déficit public, et le désendettement sous 10 ans, pour soulager la pression des taux, sont des impératifs catégoriques. Ils exigent une organisation nouvelle. Ils supposent du courage.

Les pensions de retraite, les prestations sociales et le barème de l'impôt sur le revenu seront désindexés tant que la nation ne sera pas revenue sous les 3 % de déficit public. Seuls les minima des plus fragiles, notamment les plus petites retraites, seront exonérés de cette règle. Les modalités de cette désindexation seront revues chaque année par le Parlement en fonction de l'évolution des taux d'intérêt, dont dépend la charge de la dette. Par esprit de justice, la surtaxe à l'impôt sur les sociétés et la surtaxe à l'impôt sur le revenu seront maintenues sur la même période. Par esprit de justice encore, le gouvernement exigera chaque année des plus grands patrimoines une contribution exceptionnelle, qui servira exclusivement au financement de politiques publiques prioritaires, clairement définies et pilotées par un acteur unique, sur le modèle de ce qui a été fait pour la reconstruction de Notre-Dame. La rénovation des hôpitaux publics, les conditions de travail dans les universités ou la restauration du patrimoine pourront figurer parmi ces politiques publiques éligibles. Cette contribution ne devra pas toucher à l'outil de production.

Du jour où nous serons repassés sous la barre des 3 %, tous les dispositifs exceptionnels ainsi que la désindexation seront supprimés.

La solidarité nationale garantira la protection totale contre les risques de santé les plus graves, les autres seront du ressort des mutuelles : l'État prendra soin des personnes atteintes du cancer ou de la maladie d'Alzheimer, il ne remboursera plus le Doliprane ; il veillera à la rapidité et à la qualité des soins, il réorganisera le transport des malades par taxi pour le réserver aux plus modestes et aux plus fragiles. L'indemnisation du chômage garantira un filet de sécurité autour du salaire médian, tout ce qui dépassera ce niveau dépendra de l'assurance privée. Un État puissance au 21^{ème} siècle naîtra de cette réorganisation en profondeur des politiques de solidarité. Il se substituera à un État providence du 20^{ème} siècle dont les interventions sans limite mettent en péril la souveraineté financière de la nation.

Avec de nouvelles marges de manœuvre financières, l'État puissance pourra investir dans les trois politiques publiques dont dépend l'avenir de notre nation : la lutte contre le dérèglement climatique et l'adaptation au réchauffement, la sécurité des biens et des personnes, les nouvelles technologies. Sur ces trois politiques publiques, des lois de programmation budgétaires sur dix ans seront votées. Ces lois garantiront la stabilité des investissements sur le long terme dans des secteurs prioritaires : les équipements et les personnels de nos forces armées et de sécurité civile, les places de prison, les places dans les centres de rétention administrative, les semi-conducteurs, les centres de données, les supercalculateurs, les centrales nucléaires, les infrastructures hydroélectriques, les retenues d'eau notamment. Nous devons renouer avec la politique des grands projets. Nous devons avoir confiance dans la capacité de la nation à mettre en place des chantiers ambitieux sur dix ans.

Son autorité rétablie, l'État pourra mettre fin à une immigration hors de contrôle qui pèse sur notre destin collectif.

L'immigration doit répondre à un seul critère : son utilité pour la France. Nous voulons attirer en France les scientifiques, les entrepreneurs, les chercheurs de haut niveau, nous refusons que les travailleurs au SMIC, les étudiants les moins performants ou les personnes sans emploi constituent la plus grande part de cette immigration, au risque de tirer les salaires vers le bas dans de nombreux métiers en France.

L'an I d'une autre France, les exigences en matière de ressources financières, de diplôme et de maîtrise de notre langue seront donc renforcées pour les personnes qui aspirent à venir sur notre sol. Les prestations pour les étrangers en situation irrégulière sur notre territoire seront réduites au strict nécessaire. Les règles du droit d'asile, qui fait l'honneur de la France quand il garantit la protection de la patrie des droits de l'Homme à des hommes et des femmes réellement menacés dans leur pays, mais sa faiblesse quand il est attribué sans raison, seront renforcées. Elles seront placées sous le contrôle de l'Assemblée nationale, qui les révisera chaque année. La France est parmi les nations les plus attractives pour l'immigration en Europe ; elle doit devenir parmi les plus strictes. Le rôle du Parlement doit être redéfini.

Il aura comme fonction principale le contrôle des politiques publiques.

L'an I d'une autre France, la moitié du temps de travail de l'Assemblée nationale sera consacré au contrôle. A cette fin, la Cour des comptes sera mise à sa disposition. Chaque mois, les ministres devront venir rendre compte devant les commissions compétentes de la mise en œuvre de leurs politiques publiques, des dépenses engagées, des résultats, sur la base de données fiables, quantifiables et vérifiables. En revanche les choix budgétaires appartiendront de plein droit à l'exécutif ; le pouvoir d'amendement sur le budget sera limité par le gouvernement, pour éviter la multiplication des propositions de dépenses. A chacun des sept budgets que j'ai eu à défendre, les oppositions ont présenté des amendements représentant de 50 à 70 milliards de dépenses supplémentaires par an, non financées. Ce rite irresponsable de l'amendement le plus démagogique, de la dépense la plus spectaculaire, doit cesser. La responsabilité fait la dignité des institutions. Quand le débat public tourne à la farce, la nation ne rit plus.

Dans une démocratie, le sommet de la chaîne de commandement doit rester au peuple.

L'an I d'une autre France, le référendum sera étendu à de nouveaux champs. Le peuple pourra disposer, au niveau local comme au niveau national, du pouvoir de convoquer un référendum. Sa proposition sera soumise à la validation du Conseil constitutionnel, pour veiller au respect des principes fondamentaux de la République. Le seuil de déclenchement du référendum d'initiative populaire sera abaissé. Sur chaque proposition de référendum d'initiative populaire, l'Assemblée nationale pourra soumettre sa propre proposition, travaillée dans les commissions compétentes.

Le rétablissement de l'autorité de l'État commande une réorganisation complète des échelons de décision. La France ne doit plus avoir que trois échelons de décision : l'État, la région et le bloc communal. Chacun de ces échelons aura sa chaîne de commandement propre.

L'État aura pour responsabilité première la sécurité du territoire, la protection de sa population et le redressement de deux grands services publics : l'hôpital et l'école.

Les régions auront pour responsabilité première la politique environnementale, les transports, la politique de formation. Les choix de formation appartiendront aux seuls salariés. Aucune somme ne sera prélevée sous forme de cotisation sur leur salaire, ils disposeront directement des sommes nécessaires. Les départements fusionneront avec les régions.

Les communes auront pour responsabilité première leur bon développement et la tranquillité publique. Elles pourront lever l'impôt, elles pourront fixer les taux, elles pourront prononcer des sanctions directes contre les auteurs des actes de petite délinquance, sans accord préalable du procureur ou de la gendarmerie. La fonction publique territoriale sera supprimée, pour que les maires puissent recruter librement, valoriser ou sanctionner leurs agents. Nous devons redonner des marges de manœuvre et de la souplesse aux élus locaux. Nous devons mettre fin à la multiplication des embauches contractuelles de court terme et offrir des carrières décentes à tous les agents des collectivités locales, en termes de rémunération comme de progression de carrière. Les maires auront sous leur autorité une chaîne de commandement qui ira de la petite délinquance aux normes et à la fiscalité locale. Ils répondront devant leurs électeurs de leurs décisions.

Une chaîne de commandement doit être unique, sans démembrements multiples, qui affaiblissent son autorité.

L'an I d'une autre France, toutes les agences, autorités administratives indépendantes et commissions inutiles seront donc supprimées. On ne peut pas conserver un ministère des Sports et une Agence du même nom, on ne peut pas conserver l'ADEME tout en confiant la responsabilité de la politique environnementale aux régions, on ne peut pas se fixer comme objectif plus de sécurité pour les Français tout en laissant à la CNIL toute latitude pour juger des libertés

publiques. Le Conseil constitutionnel doit être la seule institution de recours en la matière.

Une chaîne de commandement doit pouvoir valoriser, sanctionner ou promouvoir ses agents.

L'an I d'une autre France, le principe de l'emploi à vie dans la fonction publique laissera place à une plus grande souplesse dans le recrutement des agents publics, dont la carrière et la rémunération, en particulier pour les enseignants et les personnels soignants les plus méritants, seront revalorisées. La liberté de choix sera la règle pour ces agents.

Une chaîne de commandement a besoin de relais.

Les partenaires sociaux sont le relais essentiel des politiques économiques et sociales. Les mépriser, c'est générer du conflit ; les ignorer, c'est brutaliser le corps social. Une réforme des retraites est nécessaire ; elle devra associer un âge de départ de référence à 65 ans, une part de capitalisation et la prise en compte de la difficulté des métiers comme des carrières des femmes. La définition de cette réforme appartient au seul peuple français, qui se prononcera au moment de l'élection présidentielle de 2027. Mais une fois cette réforme adoptée, la gestion du nouveau modèle, associant répartition et capitalisation, devra être confié aux partenaires sociaux. Le principe d'équilibre sera fixé par une loi organique. Sa mise en œuvre appartiendra aux corps intermédiaires, qui devront tenir compte de l'évolution démographique de la nation.

3

Prospérité

Nous rêvons de notre prospérité nationale comme d'un âge perdu ; pourtant les révolutions technologiques en cours, avec le numérique et l'IA, nous donnent une occasion historique de renouer au 21ème siècle avec une ère de prospérité pour tous. Car la nouvelle révolution technologique exige moins d'outils de production et plus de valeur dématérialisée, moins de machines et plus d'énergie décarbonée : ce sont précisément les points forts de la France. La France doit

être au 21ème siècle la grande nation de la technologie. Pour ceux qui aiment les anglicismes, la « start up nation » doit devenir la « tech nation ».

Une politique économique globale doit faire des choix stratégiques : produire plutôt que consommer, libérer plutôt que contraindre, récompenser le travail et stopper toute aide à ceux qui ne travaillent pas par choix, innover plutôt que réguler. Nous avons fait ces choix de 2017 à 2024, nous en avons touché les bénéfices.

Surtout : une politique économique doit être simple et stable. Le « stop and go » est le pire ennemi de la croissance.

Nous retrouverons la voie de la prospérité en proposant aux entreprises un nouveau pacte fiscal : moins de subventions et d'aides directes contre des charges moins lourdes, un double principe de stabilité fiscale et d'équilibre des comptes garanti par la Constitution, une remise au niveau de la concurrence européenne, comme nous avons commencé à le faire en 2017.

Nous retrouverons la voie de la prospérité en mettant sur pied un triangle vertueux : un État au service des entreprises et en charge de la planification de long terme des investissements publics les plus coûteux, le choix résolu de l'innovation et de la décarbonation, une redistribution plus équitable des richesses au profit de ceux qui travaillent. Ce ne sont pas des mesures, mais une stratégie. L'État doit donc opérer sa révolution copernicienne.

Pour le moment, il applique avec zèle des normes dont chacune a son existence propre dans le ciel encombré de ses administrations. Personne ne comprend plus rien à cette constellation réglementaire faite de trous noirs, de concrétions millénaires, de poussières d'étoiles isolées et de comètes filantes qui à tout instant peuvent venir fracasser des années de travail. Il peut arriver que des agents publics de différentes administrations, nationale ou locale, rendent des avis différents sur un même projet industriel, sur la base des mêmes textes réglementaires. Quel entrepreneur, quel investisseur ferait confiance à une nation dont les autorités se contredisent ? L'État a donc le devoir de dégager ce ciel illisible pour donner à chacun, entrepreneur ou salarié, grande entreprise ou TPE, artisan ou investisseur financier, la visibilité qui lui donnera la sérénité. La règle ne doit pas imposer un ordre, elle doit garantir le respect de l'ordre public. La nuance est majeure : la première supprime toute liberté, la seconde évite les débordements et les fraudes.

Il ne faut pas simplifier en France, il faut désétatiser la France.

L'an I d'une autre France, les codes du travail, de l'environnement, de la construction et de l'habitation seront réécrits. Sous six mois, une nouvelle version sera soumise à l'approbation du législateur. Les autres codes suivront. L'IA sera mise au service de cette simplification des normes de base. La cohérence devra être assurée entre les différents codes.

L'an I d'une autre France, tous les services croisés ou en doublon seront rassemblés sous une seule autorité. Qui peut comprendre que les prélèvements des impôts et des cotisations soient encore dissociés ? A quelle logique, sinon à une logique administrative contraire aux intérêts des citoyens, répond la division entre les URSSAF et la DGFIP ? Les citoyens doivent respecter leur administration, ils ne doivent pas la craindre, ils la financent, elle est à leur service. L'an I d'une autre France, les services des URSSAF et de la DGFIP fusionneront. Chaque contribuable aura droit, si nécessaire, à des entretiens personnalisés avec son administration fiscale unique en charge du recouvrement de ses impôts et de ses cotisations. L'IA doit simplifier les procédures ; elle ne doit pas mettre des robots à la place des agents, dont le contact humain est plus que jamais nécessaire. Tout directeur ou sous-directeur d'administration centrale ou déconcentrée dont le service au client aura été jugé insatisfaisant par un nombre suffisant de citoyens pourra être révoqué de ses fonctions. Le respect du client guide les commerçants, le respect du citoyen doit guider notre administration.

La prospérité pour tous dépend de notre croissance ; la nôtre est trop faible, autour de 1 %. Nous devons nous fixer comme objectif de doubler notre taux de croissance, à 2 % par an.

Mais nous devons le faire en portant une attention constante au dérèglement climatique, à l'épuisement des ressources en eau, à la dégradation des sols et à la disparition de la biodiversité. Voilà le défi que la France peut se proposer de relever pour le 21ème siècle : la réconciliation de l'économie et de la nature. Ni décroissance, qui nous appauvrirait, ni capitalisme sauvage, qui détruirait notre environnement. Nous devons inventer une économie qui réussit avec les ressources de la nature, pas contre elles.

Pas de croissance par conséquent sans énergie décarbonée et bon marché.

L'an I d'une autre France, nous lancerons la mise en chantier de 6 nouveaux EPR en plus des nouvelles tranches déjà décidées. Nous accélérerons les travaux de recherche sur la fusion nucléaire. Nous développerons partout où cela est possible les infrastructures de récupération ou de stockage hydroélectriques. Nous adopterons une nouvelle loi de programmation énergétique, qui se fixera comme objectif l'électrification accélérée des usages, pour le transport, le bâtiment et l'industrie.

Pas de croissance sans productivité, pas de productivité sans déploiement de l'IA.

L'an I d'une autre France, l'adoption de l'IA sera une priorité pour les PME comme pour l'ensemble des administrations publiques, locales ou nationales. Les procédures seront simplifiées. Le principe de précaution dans la Constitution sera remplacé par un principe de responsabilité. Les ministres se verront fixer des objectifs chiffrés. Chaque service public ou ministère devra choisir un ou deux sujets stratégiques sur lequel il sera jugé sous deux ans : la réduction des délais d'attente aux urgences des hôpitaux pour le ministère de la Santé, la réduction des fraudes sociales pour le ministère des Finances, la priorisation des dossiers de violences aux femmes ou aux mineurs pour le ministère de la Justice.

Pas de productivité non plus sans un meilleur niveau de formation et des investissements massifs dans les nouvelles technologies. Tout le logiciel de l'Éducation nationale est à revoir, qui privilégie le tri par les connaissances théoriques sur la reconnaissance des talents de chacun. Pourtant l'arrivée de l'IA commande de revoir nos cartes de formation, de redessiner les parcours, de privilégier les formations en alternance sur toute autre formation. Notre objectif commun est à revoir : non plus 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat, mais 100 % d'une classe d'âge avec un emploi ; non plus les études les plus longues possibles, mais la garantie d'un accompagnement solide tout au long de la vie, pour s'adapter à un monde du travail en changement permanent ; non plus des titres pour chacun, mais l'apprentissage pour tous.

L'an I d'une autre France, la carte des formations sera revue, l'acquisition des compétences aura la prééminence sur le diplôme, les chefs d'établissement disposeront d'une pleine autorité sur les enseignants en matière de formation, de recrutement et de remplacement.

L'an I d'une autre France, les conseils d'administration pléthoriques des universités seront réduits, les universités pourront adopter la forme juridique des fondations de droit privé, afin de lever les fonds dont elles ont besoin pour améliorer la qualité d'accueil de leurs étudiants et les conditions de travail des professeurs. Les rémunérations des enseignants seront revalorisées. Les enseignants retrouveront la place qui a toujours été la leur dans la République et qu'ils n'auraient jamais dû perdre : la première.

Où se trouve la prospérité au 21ème siècle ? Dans les nouvelles technologies, dans la décarbonation, dans les énergies vertes. Fabriquer des voitures sans fabriquer des batteries électriques ou des logiciels de conduite autonome, c'est perdre 40 à 60 % de la valeur ajoutée de l'industrie automobile de demain ; construire des centres de données sans disposer de nos propres semi-conducteurs ou de nos propres logiciels, c'est accepter la colonisation numérique de la Chine et des Etats-Unis et perdre 80 % de la valeur ajoutée de ces centres de données, fortement consommateurs d'espace et d'eau ; construire de nouvelles usines sans construire de robots, c'est ouvrir grand nos portes à la robotisation chinoise. Nous devons produire plus, nous devons produire mieux. La France doit redevenir une grande nation de production.

L'an I d'une autre France, l'État cèdera ses participations dans les entreprises où sa présence n'est pas prioritaire, notamment Orange, la Française des Jeux ou Engie ; il pourra garder une action de référence. Le produit de ces cessions devrait atteindre au moins 30 milliards d'euros. Ces fonds serviront à investir, directement ou indirectement, dans les entreprises de haute technologie pour la production de semi-conducteurs, le stockage de données, le calcul quantique, les supercalculateurs et la robotique. Conjointement avec ses grands partenaires européens, l'État français investira dans Mistral. Toutes les entreprises de haute technologie qui décident de s'implanter en France avec leurs laboratoires de recherche et de développement pourront bénéficier d'une exonération fiscale partielle ou totale pendant 10 ans. Les impôts de production, CVAE et C3S, seront supprimés.

Notre recherche fondamentale doit déboucher sur de grandes réalisations industrielles. L'organisation du CNRS sera revue pour répondre à cet objectif. Les sciences dures deviendront une priorité. Les liens avec le monde industriel ne seront plus une faculté, mais une obligation.

Les salaires sont la grande question sociale de la France.

Si la prospérité nationale commande de retrouver une France de production et d'innovation, la justice exige que les salariés soient les premiers à bénéficier du retour de la croissance.

La prospérité doit être partagée. Il en va de la solidité de notre contrat social. Il en va de la stabilité de la nation.

L'an I d'une autre France, le SMIC sera revalorisé suivant les recommandations des partenaires sociaux. Cette revalorisation sera accompagnée d'une redéfinition des allègements de charges pour tenir compte des contraintes de compétitivité des entreprises. La dynamique salariale conjuguée à la réduction des prestations sociales devra permettre au bout de cinq ans de réduire de moitié le poids de la prime d'activité, dont le poids sur les finances publiques, près de 14 milliards par an, est à la fois insupportable et indéfendable. A terme, la prime d'activité devra disparaître. Il faut permettre aux entreprises de bien rémunérer leurs salariés en réduisant le poids excessif de leurs contributions, plutôt que de prendre le problème à l'envers en socialisant les rémunérations.

L'an I d'une autre France, les entreprises pourront verser à leurs salariés le fruit de leurs gains de productivité liés au déploiement de l'IA avec un treizième mois totalement exonéré de toute charge et de tout impôt. La prime défiscalisée sera maintenue.

L'an I d'une autre France, le taux de TVA sera augmenté de 2 à 3 points pour rejoindre la moyenne des États européens, le taux de TVA réduit sur les produits de première nécessité sera en revanche maintenu, une taxe sur les importations et sur les produits polluants sera votée. L'intégralité de ces recettes nouvelles doit avoisiner 50 milliards d'euros par an. Elle sera reversée aux salariés sous forme de baisse de charges. Le net doit approcher le brut. La feuille de paie doit être ramenée à 15 lignes maximum. Le travail paiera.

La prospérité d'une famille ou d'un individu, ce sont des revenus en plus, ce sont aussi des dépenses en moins.

La politique du logement sera donc une politique publique prioritaire. Elle aura un seul pilote au gouvernement. Elle sera coordonnée avec les communes. Elle fera le tri dans les aides publiques comme dans les normes de construction. Elle veillera au strict respect des règles de rotation dans les logements sociaux et

dans les HLM. Elle aura pour seul objectif de construire plus vite, plus durable et moins cher dans toutes les zones où le coût du logement est devenu insupportable, en particulier pour les jeunes. Le prêt garanti par l'Etat (PGE) a sauvé notre économie au moment du COVID ; un PGE accès à la propriété sera mis à disposition de tous les jeunes de moins de trente ans, qui aura vocation à remplacer les aides directes qui ont un impact inflationniste sur les prix. Un bilan annuel de la politique du logement, du nombre de mises en chantiers et de l'évolution des prix sera présenté par le ministre en charge chaque année au Parlement. MEDICARE a été la grande réforme sociale des années Obama aux Etats-Unis ; le logement abordable doit être la grande politique sociale de la prochaine mandature en France.

4

Souveraineté

Le destin de la France et le destin de l'Europe ne font plus qu'un. Le nationalisme, ce n'est plus la guerre ; c'est la fin du projet européen.

Pourtant le nationalisme est le vent mauvais dominant en Europe, sous toutes les latitudes. Il a grandi dans ces zones de dépression lointaines où s'accumulent les échecs européens : l'incapacité à contrôler les frontières, le retard sur la révolution technologique numérique, la faiblesse de la croissance, la désindustrialisation qui lamine des pans entiers de nos anciennes filières, le relativisme culturel, la faiblesse militaire. Il est poussé par des forces extérieures, Elon Musk depuis les Etats-Unis ou les fermes de bots à Vladivostok, qui voient dans le territoire européen le terrain de jeu idéal pour leurs intérêts, économiques, financiers ou politiques.

Il reste peu de temps aux Européens pour réagir. Au mieux quelques années, dans certains domaines quelques mois.

Pour commencer, les Européens doivent enfin ouvrir les yeux sur la réalité du monde contemporain. Comme le dirait la Bible, « les écailles doivent leur tomber des yeux ». Car nous vivons encore avec des écailles épaisses sur nos paupières, qui nous interdisent de voir les monstres qui marchent contre nous : les

Etats-Unis ne sont plus nos alliés indéfectibles et sont désormais prêts à porter atteinte à nos intérêts fondamentaux, en particulier dans le domaine des technologies de pointe; la Chine a besoin de notre marché pour écouler ses surcapacités industrielles, elle continuera de conjuguer la force de ses subventions publiques et la faiblesse de sa monnaie pour écouler ses stocks, sans rien lâcher sur la bataille technologique; la Russie restera une menace militaire à nos portes; aucun pays producteur de gaz ou de pétrole ne nous fera de cadeau en cas de rupture de nos approvisionnements; aucune nation ne viendra à notre secours en cas d'agression.

Bref, nous sommes seuls.

La lucidité exige de nous préparer au scénario du pire, dans lequel une Russie irritée par le blocage de la situation en Ukraine se lancerait dans une vaste offensive de déstabilisation en Europe.

La situation commande de basculer de la dépendance à l'indépendance, dans tous les domaines, par tous les moyens, au plus vite.

L'indépendance ne veut pas dire l'autarcie : la première est un objectif ambitieux mais réaliste, la seconde est hors de portée. L'indépendance signifie en premier lieu la capacité politique à résister à la pression des puissances extérieures, en y opposant notre propre puissance, faite de capacités industrielles et militaires, de savoirs technologiques, de moyens financiers organisés autour d'un ordre politique cohérent et solide. Cet ordre politique cohérent et solide, qui garantit non seulement l'unité de la réaction des Européens, mais également sa rapidité et sa force, je crois impossible de le construire pour le moment à 27; il doit être bâti à 6. Cet ordre politique doit se libérer du monstre technocratique que la Commission européenne est devenue; non contente de violer sans cesse le principe de subsidiarité, la Commission outrepassse les compétences des nations, s'arroge des prérogatives en matière de Défense et d'Affaires étrangères, se veut un État au-dessus des États, une puissance au-dessus des peuples, l'arbitre ultime du destin européen. Mais le destin européen appartient aux seuls peuples européens. Personne ne déboulonnera la Commission européenne. Mais nous pouvons la remettre à sa juste place en créant une force plus puissante, plus légitime, plus incarnée : la fédération d'États nations à 6.

L'an I d'une autre France, le chef de l'État proposera donc à ses homologues européens d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, de Pologne et des Pays-Bas, de

mettre sur pied une Fédération d'États nations. Cette Fédération définira un nombre restreint de politiques publiques sur lesquelles les nations membres décideront de mettre leurs ressources en commun pour fonctionner comme un seul État : les semi-conducteurs et l'IA, les diplômes universitaires, les marchés financiers, les politiques économiques, les frontières par exemple. Les peuples de la Fédération d'États nations à 6 se choisiront souverainement une capitale. Ils adopteront une Constitution pour définir leurs règles de décision. La Fédération d'États nations restera membre de l'Union européenne à 27 mais elle disposera du poids politique pour imposer ses vues. Son modèle restera ouvert à tous les États membres qui souhaitent avancer vers une intégration plus étroite.

La Fédération d'États nations aura également pour responsabilité de bousculer les vieux dogmes européens pour les remplacer par une approche plus réaliste des relations économiques internationales. Elle mettra fin à la chimère dangereuse du libre commerce, qui nous expose aux pratiques inévitables de la Chine et des États-Unis en nous privant de capacité de riposte ; elle imposera des droits de douane sur les produits carbonés ou lourdement subventionnés, comme les véhicules électriques ; elle assouplira le dogme de la concurrence pour accélérer le regroupement des forces européennes dans le domaine des technologies de pointe ; elle favorisera la naissance de champions européens dans le domaine des semi-conducteurs, à terme elle exigera une part de contenu européen dans tous les produits de haute technologie vendus dans le marché unique, des iPhones aux ordinateurs portables ; elle taxera à hauteur de 30 % les produits qui ne respecteraient pas cette obligation légale ; elle se fixera pour objectif la naissance en Europe d'une infrastructure de stockage et de traitement de données de taille mondiale, à partir de Mistral ; elle développera dans les meilleurs délais une infrastructure de communication en orbite basse pour garantir notre indépendance par rapport à Starlink.

La Fédération d'États nations sera une puissance, mais une puissance de paix.

La Fédération d'États nations cherchera à bâtir de nouvelles coopérations avec des États dont elle partage les valeurs démocratiques. Dans la zone indopacifique, elle continuera de développer ses relations avec l'Inde ; dans la zone atlantique, elle fera du Canada un partenaire privilégié ; ce nouveau partenariat pourra prendre la forme d'un Traité global entre la Fédération et le Canada, portant sur la maîtrise des nouvelles technologies, l'exploitation et le raffinage des terres rares, la défense, les universités ; sur le continent africain, elle déploiera

des coopérations économiques et technologiques nouvelles, pour assurer un développement équitable entre le Nord et le Sud.

Aucune Fédération d'États nations ne pourra cependant se substituer à la force et à la singularité du lien franco-allemand. Toutes les tentatives de contournement de cette réalité européenne fondamentale, qui trouve son unité originelle dans l'empire carolingien, éclate en deux pôles religieux au moment de la Réforme, oppose universalisme et culture, République centralisée et modèle fédéral, provoque deux guerres mondiales et d'innombrables souffrances, se sont soldées par un échec. Tout simplement parce qu'on ne contourne pas son Histoire ; on se confronte à elle.

L'an I d'une autre France, le chef de l'État relancera donc la pratique de la langue allemande et favorisera les échanges culturels entre nos deux nations.

L'an I d'une autre France, le chef de l'État rencontrera son homologue allemand pour aborder deux sujets prioritaires, qui empoisonnent les relations franco-allemandes et nous interdisent de tirer profit de nos complémentarités : l'énergie et la dette publique. Il défendra l'énergie nucléaire, refusera toute limite au déploiement de nouvelles capacités nucléaires souveraines, ouvrira la porte à une coopération dans la recherche sur la fusion ; il s'engagera à réduire la dette publique française en échange d'une nouvelle émission de dette européenne pour financer nos besoins les plus urgents en matière d'IA, de semi-conducteurs, d'adaptation au changement climatique ou de défense.

Mais ne nous voilons pas la face : la grande question franco-allemande est à nouveau la question militaire. Comme souvent dans notre Histoire commune, les armes peuvent nous diviser. Pendant des décennies, la France a exhorté l'Allemagne à investir davantage dans ses armées, elle n'a eu de cesse de rappeler que nous ne pourrions compter indéfiniment sur la protection militaire américaine. Tous les présidents de la République successifs depuis 1958 ont défendu notre indépendance stratégique et ils ont eu raison. Maintenant que l'Allemagne met sur la table des centaines de milliards d'euros d'investissement militaire sur la table, la France hausse les sourcils. Des nations plus petites manifestent à voix basse leur inquiétude. Le peuple allemand est lucide, il mesure que le poids du passé interdit toute manifestation de puissance individuelle pour l'avenir. Mais seul le prochain président de la République française, parce qu'il dispose de l'arme nucléaire, parce que les armées françaises ont une crédibilité unique en Europe, aura la légitimité pour engager le dialogue franc qui devient urgent entre Paris et Berlin sur les investissements militaires nécessaires pour la sécurité glo-

bale du continent européen, sur les capacités utiles, sur le rôle de chaque nation, sur la coordination des efforts, sur le commandement, sur les programmes industriels communs, sur la préférence industrielle européenne. Au moment opportun, il pourra associer à ce dialogue d'autres nations, en particulier la Pologne, les États baltes, l'Italie et la Grande-Bretagne. Seul le prochain président de la République pourra poursuivre la discussion sur la dissuasion nucléaire élargie. Je le dis en ami des Allemands, qui pratique leur langue, aime leur culture, respecte profondément le chemin que leur nation a parcouru : aucune voie isolée n'est plus praticable en Europe.

5

Renouveler le commencement

Personne ne choisit son époque.

Près de quatre décennies plus tôt, nous vivions la chute du mur de Berlin et le triomphe des valeurs occidentales. Notre avenir était sûr. Nous avons dû déchanter. Le monde nouveau qui a émergé des ruines de l'empire soviétique ressemble à tout, sauf à ce que nous avons espéré. Désormais nous devons faire preuve de lucidité et de détermination. Le courage sera la seule vertu nécessaire dans le monde nouveau.

Notre monde est en état de guerre permanent. Les appétits de domination, que la Guerre Froide avait gelés, ont repris les nations avec plus de férocité que jamais. La guerre pour l'hégémonie au 21ème siècle est déclarée entre la Chine et les États-Unis ; les puissances secondaires tentent de survivre par la force ; rien n'arrêtera leur volonté, qu'une volonté plus grande encore. Le conflit entre l'Ukraine et la Russie nous l'a appris : Vladimir Poutine ne cédera que devant la résistance héroïque du peuple ukrainien, armé par les Européens et les Américains. Rien d'autre ne lui fera entendre raison, certainement pas le droit, certainement pas l'intérêt supérieur de la Russie. Il est à lui seul un obstacle à la paix et le moteur de la guerre, qui tue 35 000 de ses compatriotes par mois. Un beau texte de la lettre aux Corinthiens dit de l'amour : « Il excuse tout, il croit tout, il espère tout, il supporte tout. L'amour ne passera jamais. » On pourrait en dire autant de la cruauté glaciale de Vladimir Poutine : « Elle excuse tout, elle croit tout, elle espère

tout, elle supporte tout. ». Hélas, elle aussi « ne passera jamais. » Les démocraties n'ont donc pas d'autre choix raisonnable que se réarmer. Nous devons retrouver le sens de la sécurité.

Notre monde a épuisé les ressources de la nature. Il appartient à l'intelligence collective de le comprendre et d'inventer un nouveau modèle de développement, qui réponde aux besoins essentiels des hommes sans rendre définitivement inhospitalière la terre qui nous abrite. La décroissance n'est pas une option souhaitable, car elle conduirait droit à la prédation des nations les plus faibles, à des injustices croissantes, à la guerre de tous contre tous ; la croissance à tout prix nous exténuerait. Longtemps la fin a justifié les moyens. Mais que vaut cette maxime quand les moyens font disparaître la fin ? Nous devons retrouver le sens de la limite.

Notre monde a donné naissance à une intelligence artificielle, qui supprime les capacités de l'intelligence humaine. Aucun scientifique ne sait nous dire avec précision quelles seront ses conséquences sur l'emploi, sur nos capacités cognitives, sur notre vie en commun, sur les rapports de force mondiaux. Mais enfin, nous devinons au moins que le monde ne sera jamais plus comme avant ; et que nous ne pouvons pas nous abstraire, comme au temps de la bombe nucléaire, d'une réflexion sur ce que nous admettons et ce que nous refusons collectivement. Nous devons retrouver le sens des règles communes.

Un point commun relie ses trois angles sur le monde nouveau : l'importance de revenir au commencement. Au commencement étaient la sécurité par la puissance, le sens de la limite, les règles communes.

Face au monde nouveau, je suis donc convaincu que le pire serait de céder à la tentation de la fuite en avant, de la modernité pour la modernité, dans une frénésie malade qui en général prépare le pire. Nous devons au préalable retrouver des bases solides. Contre les projets fous de « mining » de Elon Musk et de ses associés, qui prétendent pouvoir exploiter les métaux rares à proximité de Mars, nous devons rappeler que ces projets ne résistent pas à un examen scientifique et économique sérieux. Contre les ambitions sans mesure de l'IA générative, nous devons rétablir des droits et des devoirs. Nous devons rappeler la limite ultime des hommes, qui est leur conscience. La vocation européenne se trouve là et nulle part ailleurs.

La vocation de la France aussi.

Je le disais dans les premières lignes de ce texte : nous sommes à un moment de notre Histoire où nous devons à la fois tout repenser et rester fidèles à ce que nous sommes. Équation impossible sur le papier, mais à la portée de notre génie national. Tout est possible pour la France.

Pour résoudre cette équation, je ne vois qu'une solution souhaitable : renouveler le commencement. Les propositions de ce texte sont toutes inspirées par cette même volonté : renouveler le commencement institutionnel en élargissant le référendum ou en définissant le domaine réservé du chef de l'État dans la Constitution de notre Cinquième République, renouveler le commencement de notre modèle économique en valorisant le travail et la production et en intégrant les exigences climatiques, renouveler le commencement de notre État en rétablissant sa puissance dans des frontières plus strictes. Renouveler ne signifie donc pas restaurer. Le renouvellement du commencement est tout sauf un conservatisme ; c'est une réflexion nécessaire.

De deux choses l'une : soit nous décidons collectivement de ce renouvellement profond de notre commencement pour répondre aux défis de notre temps, soit notre avenir nous sera dicté de l'extérieur. Je ne suis pas certain que Machiavel soit le meilleur guide dans les temps que nous vivons, mais enfin, dans son Discours sur la première tirade de Tite-Live, il dit une chose très juste sur Rome, qui résume ma pensée : « Il n'est rien de plus nécessaire dans une vie commune, qu'il s'agisse d'un royaume ou d'une république, que de lui rendre sa réputation qu'elle avait à ses débuts, et de faire en sorte que ce soit ou les bonnes institutions, ou les hommes bons qui obtiennent ce résultat, et que ce ne soit pas une force extrinsèque qui doive le faire. En effet, bien que quelquefois celle-ci soit un excellent remède, comme ce fut le cas à Rome, elle est si dangereuse qu'elle n'est en aucune manière souhaitable. »

Pour retrouver notre réputation de grande nation, et la fierté qui va avec, il n'y a de souhaitable que ce que nous aurons voulu collectivement, en peuple indépendant, en peuple libre.

6

Vouloir

Contre le renoncement, contre l'indifférence coupable à ce qui se passe en France : vouloir.

Contre la résignation au déclassement : vouloir.

Vouloir est le peuple.

Vouloir est la France.

Contre l'affrontement qui se profile entre deux forces politiques dont nous ne partageons ni les valeurs, ni la vision de la société, ni les principes fondamentaux : vouloir.

Contre la fatigue qui nous fait baisser les bras, contre le sommeil qui nous gagne, contre cette envie de laisser tomber la partie parce que les coups pleuvent, parce que les coups blessent, parce que le risque serait trop grand, parce que la partie serait déjà jouée : vouloir.

Tout commence.

Vouloir, pas pour sauver sa peau, pas pour défendre son petit pré carré de pouvoir, pas pour remettre cinq années supplémentaires dans la fente d'un vieux juke box qui crache ses tubes rayés, pas pour les places, pas pour les titres, mais simplement pour que la France retrouve son rang. Le premier parmi les nations européennes.

Vouloir pour tous ces jeunes qui aiment la France, qui croient dans la France, qui gagnent, qui perdent, qui se relèvent, qui inventent, bousculent, maltraitent les idées fausses et poussent des idées nouvelles et qui refusent la décrépitude de la nation. La fierté des jeunes est notre meilleur moteur. Leur audace notre carburant le plus puissant. Leur détermination notre chance. Ils ont la part de folie qui enfante le meilleur.

Vouloir une autre France qui ressemble à notre France.

Vouloir que notre passé ne soit plus un trou noir où règne la confusion, mais un fleuve aux eaux claires et intranquilles, aux courants violents, où ressourcer notre imaginaire.

Vouloir que la diversité des mémoires françaises ne produise plus la haine, mais forge un peuple uni qui respecte les mêmes valeurs, défend les mêmes droits, se soumet aux mêmes devoirs. Nous ne devons pas bouillonner immobiles. Nous devons bouillonner en mouvement pour donner l'essence de ce que nous sommes.

Vouloir que notre avenir ne soit pas écrit par les autres puissances, mais par notre propre détermination, par notre créativité, par notre sens des efforts partagés, par notre audace, par notre capacité à nous réinventer comme à chaque heure décisive de notre Histoire.

Nous ne serons jamais une nation de valets. Nous ne voulons pas de maîtres. Nous voulons décider ce que nous deviendrons.

La France est sa volonté.

Son avenir est entre ses mains.

L'AN I
MANIFESTE POUR
**UNE
AUTRE
FRANCE**

uneautre france.fr